



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

- 5 MAI 1913

PROVINCE DE QUEBEC.

—  
 QUÉBEC, SAMEDI, 3 MAI 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1765

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour d'avril 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa.—MM. Wm. Ruggles Irwin, cultivateur, de Low, et Edward McShedfrey, cultivateur, de Vanasta, comté de Wright.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour d'avril 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Québec.—MM. Francis Berthiaume et Thomas Corrigan, tous deux cultivateurs, de Sainte-Foy, comté de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-huitième jour d'avril 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—MM. Hebert Horsfall, gérant du "Baron de Hirsch's Institute", Montréal.

PROVINCE OF QUEBEC.

—  
 QUEBEC, SATURDAY, 3rd MAY, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1768

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of April, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa.—Messrs. Wm. Ruggles Irwin, farmer, of Low, and Edward McShedfrey, farmer, of Vanasta, county of Wright.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of April, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Quebec.—Messrs. Francis Berthiaume and Thomas Corrigan, both farmers, of Sainte Foy, county of Québec.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of April, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Mr. Hebert Horsfall, manager of the "Baron de Hirsch's Institute", Montreal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa.—MM. Zacharie Rivard, notaire, Elzéar Bussan, ferblantier, et Théophile Corbeil, marchand, tous trois de Saint-André-Avelin, comté de Labelle.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saint-François.—M M. Nilly Turner Parker, agent, de Dixville, Judson Norris, cultivateur, de Dixville, et Harry B. Stewart, maire, de Beebe-Plain, comté de Stanstead. 1741

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of April, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa.—Messrs. Zacharie Rivard, notary, Elzéar Bussan, tin-smith, and Theophile Corbeil, merchant, all of Saint-André-Avelin, county of Labelle.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty third day of April, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saint-François.—Messrs. Nilly Turner Parker, agent, of Dixville, Judson Norris, farmer, of Dixville, and Harry B. Stewart, mayor, of Beebe-Plain, county of Stanstead. 174

### Proclamations

Canada, }  
Province de } F. LANGELIER  
Québec. }  
[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quinze avril mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-sept mai prochain :

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quinze avril courant; vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SEPT MAI prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le troisième

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,  
Québec,

1365

L. P. GEOFFRION.

Canada, }  
Province de } F. LANGELIER  
Québec. }  
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

### Proclamations

Canada, }  
Province of } F. LANGELIER  
Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fifteenth April, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty seventh May next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the fifteenth April instant, and hereby convene you for the TWENTY SEVENTH of MAY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this seventh day of April, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the third year of Our Reign.

By command,

1366

L. P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

Canada, }  
Province of } F. LANGELIER  
Quebec. }

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION

ROBERT ROCHER, } ATTENDU que  
Asst. Procureur Général Int. } l'article 1663  
des statuts refondus de Québec, 1909, décrètent  
entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en  
conseil pourra désigner par proclamation, un jour  
qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES"  
pour la plantation des arbres forestiers dans Notre  
province ;

Et attendu que pour la partie-ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Verchères, Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi huit mai prochain, pour la plantation des arbres ;

Et attendu que pour la partie-est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, quinze mai prochain, pour la plantation des arbres.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, huit mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie-ouest de Notre province, et que le jeudi, quinze mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie est de Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En, l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEIZIÈME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent treize de l'ère chrétienne et de Notre règne la troisième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1613.3

Sous-secrétaire de la province.

## Avis du Gouvernement

No 155.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 24 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce, les Nos 23, 25, 26 à 33, inclusivement, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de l'Enfant Jésus, même comté.

1737

## PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, } WHEREAS arti-  
Actg. Attorney General. } cle 1663 of the  
revised statutes, 1909, enacts amongst other things,  
that the Lieutenant Governor in Council may  
appoint, by proclamation, a date to be observed as  
"ARBOR DAY" for the planting of forest trees  
in Our Province ;

And whereas that for the western part of the province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, St. Hyacinthe, St. John, St. Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vaudreuil, Verchères, Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the eighth day of May next, for the planting of trees ;

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Magdalen Island, Kamouraska, Lake St. John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Temiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix on Thursday, the fifteenth day of May next, for the planting of trees.

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have rule and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the eighth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the western part of Our Province, and that Thursday, the fifteenth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House of in Our city of Québec, in Québec, this SIXTEENTH day of APRIL, in the year one thousand nine hundred and thirteen, in the christian era, and in the third year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1614

Deputy Provincial Secretary.

## Government Notice

No. 155.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 24th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R.S.P.Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Joseph, county of Beauce, the Nos. 23, 25, 26 to 33, inclusively, and to annex the whole of this territory to the school municipality of l'Enfant Jésus, same county.

1738

No 4631.12.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 24 avril 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 18 avril 1913, de changer, à dater du 1er juillet prochain, de changer le nom de la municipalité scolaire de "Bas du Bord de l'Eau", comté de Laval, en celui de municipalité scolaire de "Laval des Rapides".

1739

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Charles de Saint-Hyacinthe a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger les affaires d'assurance contre le feu, sur les bâtisses de ferme et risques isolés (tels risques étant autres que mercantiles ou extra-hazardeux) dans les limites du comté de Saint-Hyacinthe, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour d'avril 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,  
Département du Trésor, Québec. 1775

No 1376.12.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Dudswell, les biens fonds suivants du canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, portant au cadastre officiel du canton de Dudswell, les Nos 8 à 28, inclusivement, à des 1er, 2e, 3e, 4e et 5e rangs, 8 à 13, inclusivement, du 6e rang, 24 à 28, inclusivement, du 6e rang, 7 à 14 du 7e rang, 24 à 28, inclusivement, du 7e rang, 8 à 28, inclusivement, du 8e rang, 7, à 28 inclusivement, du 9e rang, 6 à 28, inclusivement, du 10e rang, 7 à 28 du 11e rang (de la subdivision primitive du dit canton de Dudswell), et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Adolphe de Dudswell.

1759

No 395.10.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant :

1. De détacher de la municipalité scolaire de Bas de Saint-Martin, comté de Laval, les lots Nos 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, ces deux derniers partie sud-est du Ruisseau, 329, 330, 332 à 356 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin.

2. De détacher de la municipalité scolaire du Bas du Bord de l'Eau, partie du lot No 256 et les lots No 252, 254, 253, 248, 249,  $\frac{1}{2}$  nord 247, 243,  $\frac{1}{2}$  nord 244,  $\frac{1}{2}$  nord 241 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Martin, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Montée Gagnon", le reste de la municipalité scolaire du Bas de Saint-Martin devant être désigné à l'avenir sous le nom de municipalité scolaire de "Cap Saint-Martin".

1639.2

No. 4631.12.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 24th April, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th April, 1913, so charge, after the 1st July next, the name of the school municipality of "Bas du Bord de l'Eau", county of Laval, into that of school municipality of "Laval des Rapides."

1740

Notice is hereby given that The parish of Saint Charles de Saint Hyacinthe Mutual Fire Insurance Company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact the business of fire insurance on farms buildings and isolated risks, such risks being other than mercantile or extra hazardous risks, within the limits of the county of Saint Hyacinthe, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of April, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Quebec. 1776

No. 1376.13.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 29th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent hereby gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Dudswell, the following lots of the township of Dudswell, in the county of Wolfe, bearing on the official cadastre of the township of Dudswell, the Nos. 8 to 28, inclusively, of the 1st, 2nd, 3rd, 4th and 5th ranges, 8 to 13, inclusively, of the 6th range, 24 to 28, inclusively, of the 7th range, 7 to 28, inclusively, of the 8th range, 7 to 28, inclusively, of the 9th range, 6 to 28, inclusively, of the 10th range, 7 to 28, of the 11th range, (of the original subdivision of the said township of Dudswell), and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Saint Adolphe of Dudswell.

1760

No. 395.10

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 19th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him :

1. To detach from the school municipality of Bas Saint Martin, county of Laval, the lots Nos. 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, these last two numbers south east part of the Ruisseau, 329, 330, 332 to 356 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Martin.

2. To detach from the school municipality of Bas-du-Bord-de-l'Eau, part of lot No. 256, and the lots Nos. 252, 254, 253, 248, 249,  $\frac{1}{2}$  of north 247, 243,  $\frac{1}{2}$  of north 244,  $\frac{1}{2}$  of north 241, of the said cadastre of the parish of Saint Martin, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality, under the name of "Montée Gagnon", the remainder of the school municipality of Bas-de-Saint-Martin to be henceforth known under the name of school municipality of Cap Saint Martin.

1640

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1913, constituant en corporation M.M. Joseph Antonio Hilaire Hébert, notaire, Joseph Jean Beauchamp, avocat, Joseph Alcime Hurteau, marchand, Rodolphe Majorique Joseph Beaudoin, voyageur, Joseph Jérémie Marchand, agent d'assurance, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, louer des phonographes et graphophones et faire affaires généralement dans toutes espèces d'instruments de musique, ou d'aucune partie d'iceux, matériel et accessoires, y compris objets d'art et morceaux de musique, et généralement dans tous objets et marchandises qui sont de la nature de ce commerce et de cette manufacture :

Agir comme représentant, agent général ou spécial, de tout marchand, manufacturier, commerçant, personne ou compagnie transigeant en semblable matière ;

Acheter, enregistrer, ou autrement acquérir soit des brevets d'invention ou aucun intérêt dans et se rapportant à des patentes, brevets d'invention, licences, concessions, et autres choses analogues en rapport avec des instruments de musique de toutes sortes ;

Acquérir tels biens meubles ou immeubles, réels et personnels par achat, louage, construction ou autrement ;

Acheter ou autrement acquérir, en tout ou en partie, et en disposer de quelque manière que ce soit, l'actif, les affaires, les privilèges, les contrats et les intérêts de toute personne, compagnie, société, association, syndicat faisant en tout ou en partie, le même commerce que celui que cette compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être utiles pour les fins de cette compagnie ;

Faire toute fusion ou tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie faisant affaires ou engagée dans une affaire ou négociation analogue à celle que cette compagnie est autorisée à faire, et dans lesquelles elle a le droit de s'engager, et vendre ou autrement acquérir les actions ou autres valeurs de toutes telles compagnies et les détenir, vendre, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer ;

Acquérir et posséder toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeuble, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu de la présente charte ;

Rémunérer tout officier ou toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'une partie des actions du capital de la compagnie, ou de toutes déventures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation, promotion ou administration de la compagnie ou de la conduite de ses affaires, au moyen de l'émission d'actions acquittées ou autrement ;

Émettre des actions acquittées et non cotisables, obligations ou autres valeurs de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de toute propriété mobilière ou immobilière, droit ou autre actif par la compagnie sous un titre quelconque ;

Les pouvoirs accordés dans les paragraphes ci-dessus ne devront être en aucune façon limités par les termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie Générale de Phonographes et Graphophones Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

1749

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Joseph Antonio Hilaire Hébert, notary, Joseph Jean Beauchamp, advocate, Joseph Alcime Hurteau, merchant, Rodolphe Majorique Joseph Beaudoin, traveler, Joseph Jérémie Marchand, insurance agent, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, import, export, lease phonographs and gramophones, and generally deal in all kinds of musical instruments or any part thereof, parts and accessories, including objects of arts and pieces of music, and generally in any goods and merchandises incidental to such business and manufacture ;

To act as representative, general or special agent, for any merchant, manufacturer, trader, person or company dealing in similar objects ;

To purchase, register or otherwise acquire patents of invention or any interest in and in connection with patents, brevets d'invention, licenses, concessions and other similar things in connection with musical instruments of all kinds ;

To acquire any moveables or immoveables real or personal property by purchase, lease, construction or otherwise ;

To purchase or otherwise acquire, in whole or in part, and in any manner whatsoever to dispose of the assets, business, privileges, contracts and interests of any person, company, firm, association, syndicate carrying on, in whole or in part, the same business which this company is authorized to carry on or which may be suitable for the purposes of this company ;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests with any person or company carrying on or engaged in any business or transactions similar to those which this company is authorized to carry on or engaged in, and take or otherwise acquire shares or other securities of any such companies and hold, sell, reissue with or without guarantee or otherwise dispose of the same ;

To acquire and hold any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, property and other rights which the company may legally acquire by virtue of the present charter ;

To remunerate any official or any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of part of the capital of the company or any debentures or other securities of the company or about the formation, promotion, or management of the company or the conduct of its business by issuing paid up shares or otherwise.

To issue paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in full or part payment for any moveable or immoveable property, rights, or other assets by the company under any title ;

The powers granted in any of the above paragraph to be in no wise limited by the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie Générale de Phonographes et Graphophones Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

1750

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Charles Mackay Cotton, avocat, de la cité de Westmount, Egbert William Westover, avocat, Eugene Orsali, gentilhomme, Arthur Edward Odell, comptable, et Joseph Trefflé Zénon Patenaude, ingénieur civil, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terres, bâtisses et autre propriété de toute sorte et description, et tout droit et intérêt en icelles, et les détenir et posséder soit absolument comme propriétaires ou comme locataires, ou autrement ;

Subdiviser, développer, cultiver et autrement changer, améliorer et utiliser telles terres, ériger des maisons d'habitation, boutiques, magasins, bâtisses pour bureaux, maisons à appartement, hôtels et autres tâtisses, et vendre, louer, échanger les dites terres et tâtisses en tout ou en partie, en faire le commerce et en disposer autrement, et en général faire les affaires d'une compagnie de terres et d'amélioration de terres :

Faire les affaires d'agents d'immeubles en général, y compris l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et semblables ;

Faire et entrer en aucun arrangement ou convention pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer ou arroser les rues ou chemins publics, et pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages et égouts ;

Acheter ou acquérir autrement, louer et posséder et détenir des franchises, permis, licences, pouvoirs d'eau, droits, impôts et privilèges, et les employer, développer et mettre en opération, et de temps en temps les vendre et en disposer ;

Produire, fournir, transmettre, distribuer et vendre de l'eau et pouvoir électrique, pouvoir moteur et l'électricité, dans les comtés d'Hochelaga, Jacques Cartier et Laval pour aucune et toutes les fins quelconques, et faire les affaires comme entrepreneurs pour fournir, vendre, transmettre et distribuer le pouvoir, l'électricité et l'énergie électrique, pourvu cependant qu'aucune transmission ou distribution de tel pouvoir électrique et hydraulique, force ou énergie en dehors des terres de la compagnie soit sujette aux règlements locaux et municipaux à cette fin ;

Établir des travaux électriques et manufacturer, acheter, vendre, des matériaux et machines électriques et en faire le commerce ;

Demander, acheter ou acquérir autrement des patentes, brevets d'invention, marques de commerce, dessins industriels, licences, concessions et autres semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui peut paraître capable d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou octroyer des licences y ayant rapport, ou mettre à profit les biens, droits et renseignements de la compagnie ainsi acquis ;

Acquérir, acheter ou assumer toutes ou aucune partie des affaires, entreprises, biens, actifs, privilèges, contrats, droits, requêtes et obligations de toute compagnie, société ou personne faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Souscrire pour ou acquérir par achat, bail ou autrement les actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute compagnie faisant ou sur le point de faire, ou engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou toutes affaires y ayant rapport, en tout ou en partie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1913, incorporating Messrs. Charles MacKay Cotton, advocate, of the city of Westmount, Egbert William Westover, advocate, Eugene Orsali, gentleman, Arthur Edward Odell, accountant, and Joseph Trefflé Zénon Patenaude, civil engineer, all of the city of Montreal, for the following purposes ;

To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands, buildings and other property of every kind and description, and any right and interest therein, and to hold and possess the same either absolutely as owners or as leasees or otherwise ;

To subdivide, develop, cultivate and otherwise alter, improve and utilized such lands ; to erect dwelling houses, shops, stores, office buildings apartment houses, hotels and other buildings and to sell, lease, exchange and otherwise deal with and dispose of the said lands and buildings in whole or in part and generally to carry on the business of a land and land improvement company ;

To carry on a general real estate agency business, including the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like ;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamizing, repairing, grading, cleaning or watering streets or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains and sewers ;

To purchase or otherwise acquire, lease and possess and hold franchises, permits, licences, water power, water power rights, assessments and privileges and to use develop and to operate the same and from time to time to sell and dispose of all and singular the same ;

To generate, supply, transmit, distribute and sell water and electric power, motor power and electricity in the counties of Hochelaga, Jacques-Cartier and Laval for any and all purposes whatsoever and to do business in and as contractors for supplying, selling, transmitting and distributing power, electricity and electric energy, provided, however, that any transmission or distribution of such electric and hydraulic power, force or energy beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf ;

To establish electric works and to manufacture, buy, sell, trade and deal in electric plants and machinery ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, trade marks, industrial designs, licences concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any purpose of the company or the acquisition of which may seem directly or indirectly to benefit this company and to use, exercise, develop or grant licences in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information of the company as acquired ;

To acquire, purchase or assume all or any part of the business, undertaking, property, assets, privileges, contracts, rights, applications and liabilities of any company, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To subscribe for or to acquire by purchase, lease or otherwise the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on, or engage in the business which this company is authorized to carry on, or any business similar thereto, in whole or in part and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise

ou en faire le commerce autrement, nonobstant les dispositions de la section 44 de la loi des compagnies, et aider toute telle autre compagnie ou s'alimenter avec icelle ;

Émettre des actions acquittées, stock de débetures, débetures, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous biens ou droits qui peuvent être acquis par icelle, ou services rendus ou devant être rendus, ou pour travail fait ou devant être fait pour la compagnie, ou dans ou pour le paiement et acquittement des dettes et obligations de la compagnie, ou pour la perception d'argent pour toutes autres fins de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale, ou avec toute personne, société, ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, capables d'être conduites, directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie et garantir ses contrats, soit avec ou sans garantie, et lui prêter de l'argent, ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, ou toute personne ou compagnie entreprenant la construction ou amélioration de toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée ;

Entrer en aucun arrangement avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale ou locale ou autrement qui peut paraître utile aux objets de la compagnie ou à aucun d'eux ;

Placer les argents de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles garanties et en la manière qui peuvent de temps en temps, être déterminées, et en faire le commerce ;

Distribuer aucun des profits de la compagnie en espèces parmi ses actionnaires ;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Sault-au-Recollet Land & Power Company, Incorporated", avec un capital total de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), divisé en sept cents (700) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau [du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD.

1767

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1913, constituant en corporation M.M. Joseph Hector Paré, voyageur, Joseph Wilfrid Lavigne, comptable, Joseph Arthur Myette, marchand bijoutier, Joseph Alcide Molleur, courtier, Joseph Alexandre Brossard, gérant, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêts par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution mensuelle déterminée par la compagnie auront en suivant l'ordre numérique de leur contrat respectif le droit d'emprunter de la compagnie une somme de mille dollars par contrat aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles sera accumulée au nom de la compagnie pour former un fond spécial destiné à cette fin ;

Faire des contrats de prêts avec toute personne ou corporation jugés recommandables ;

Déterminer le montant des contributions mensuelles et sur ces contributions mensuelles fixer la proportion que la compagnie devra garder pour le

deal with the same, notwithstanding the provisions of section 44 of the companies act, and to promote or amalgamate with any other such company ;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any property or rights which may be acquire by, or for any services rendered or agreed to be rendered, or for work done or agreed to be done, for the company or in or towards the payment and satisfaction of debts and liabilities owing by the company, or for raising money for any other purposes of the company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company and to guarantee the contracts of, either with or without security, and to lend money to, or otherwise assist, any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested ;

To enter into any arrangements with any government or authority federal, provincial, municipal or local, or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, upon such securities and in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute any of the profits of the company in specie among its shareholders ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Sault-au-Recollet Land & Power Company Incorporated", with a capital stock of seventy thousand dollars (\$70,000.00), divided into seven hundred (700) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1768

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1913, incorporating Messrs. Joseph Hector Paré, traveler, Joseph Wilfrid Lavigne, accountant, Joseph Arthur Myette, merchant and jeweler, Joseph Alcide Molleur, broker, Joseph Alexandre Brossard, manager, all of Montreal, for the following purposes :

To organize and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company shall, in the numerical order of their respective contracts, have the right to borrow from the company, by contract, the sum of one thousand dollars, whenever a like sum derived from the monthly contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund for that purpose ;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable ;

To determine the amount of the monthly contributions and out of these monthly contributions to fix the proportion that the company may hold

paiement des frais de l'administration et la création d'un fonds de réserve ;

Faire toutes les stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt ;

Déterminer le mode du remboursement, le montant de chaque versement et le nombre de versements en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le sociétaire avant l'échéance de son contrat ;

De faire toutes les stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et pour régler l'emploi des prêts remboursés ;

De faire toutes transactions pouvant rapporter profit à la compagnie, sous le nom de " L'Épargne Immobilière de Montréal, Limitée ", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1769

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. William Donaldson, gérant, Robert G. Brown, jr., comptable, John Maxey, commis, James Maxey, teneur de livres, Thomas Reginal Ker, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'agents en général, exportateurs et importateurs de toute sorte de provisions, marchandises et agir comme courtiers en général et agents à commission pour l'achat et vente d'effets, articles et marchandises de toute description ;

Acheter et vendre pour icelle ou agir comme agent pour autres, pour l'achat ou vente d'immeubles et agir comme agents d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre le feu et assurance maritime de toute sorte ;

Acquérir comme une affaire en opération les affaires d'agence maintenant en la possession de William Donaldson, et les payer en stock acquitté et non sujet à appel de la compagnie ;

Entrer en aucun arrangement ou contrat avec toute personne, société ou corporation pour les fins d'amalgamation, concessions réciproques ou risque conjoint en rapport avec les affaires de la compagnie, ou acheter les affaires ou capital actions de toute personne faisant des affaires semblables à celles de la compagnie, et de les payer en stock de la compagnie, sous le nom de " Donaldson Limited ", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1773

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Honoré Gariépy, rentier, Raoul Deschamps, voyageur de commerce, Alexandre Barlinguette, contremaître, Louis Noël, contremaître, Napoléon Bellefleur, contremaître, tous de Montréal, dans les buts suivants :

La manufacture, la préparation, l'expédition et le commerce, en gros et en détail, des moulures, cadres, ornements, miroirs, pôles et autres objets de ce genre servant en tout ou en partie à la décoration et à l'ameublement des maisons et appartements ; l'achat de la manufacture des dits objets de

for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund ;

To make all necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan ;

To determine the mode of reimbursement, the amount of each payment and the number of payments, deducting however the amounts which the associate shall have paid in before the expiration of his contract ;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of repaid loans ;

To carry on any transactions of a nature to benefit the company, under the name of " L'Épargne Immobilière de Montréal " with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1770

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1913, incorporating Messrs. William Donaldson, manager, Robert G. Brown, jr., accountant, John Maxey, salesman, James Maxey, book-keeper, Thomas Reginal Ker, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of general agents, exporters and importers of all kinds of provisions, merchandise and to act as general brokers and commission agents for the purchase and sale of goods, wares and merchandise of all descriptions ;

To buy and sell for itself or to act as agents for others for the purchase or sale of real estate and to act as agents for life, accident, fire, marine and all kinds of insurance ;

To acquire as a going concern the agency business presently owned by William Donaldson, and to pay for the same in paid up and non-assessable stock of the company ;

To enter into any agreement or contract with any individual, firm or corporation for the purpose of amalgamation, reciprocal endeavours or joint adventure in connection with the business of the company or to purchase the business or capital stock of any concern doing a business similar to that of the company, and to pay for the same in stock of the company, under the name of " Donaldson Limited ", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1913

C. J. SIMARD,

1774

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1913, incorporating Messrs Honoré Gariépy, rentier, Raoul Deschamps, commercial traveler, Alexandre Barlinguette, foreman, Louis Noël, foreman, Napoléon Bellefleur, foreman, all of Montreal, for the following purposes :

The manufacturing, preparing, shipping, wholesaling and retailing of mouldings, frames, ornaments, mirrors, poles and other similar articles used wholly or partly for the decorating and furnishing of houses and apartments ; the purchasing of the manufactory of the said articles of trade heretofore

commerce, ci-devant possédés et opérés par Napoléon Rhéaume & Frère, et appartenant actuellement aux requérants, et la continuation de ce commerce, à un prix qui sera fixé par entente mutuelle; l'exploitation de la dite manufacture par tous pouvoirs-moteurs et l'écoulement des produits de la dite manufacture dans tout le Canada, sous le nom de "Montreal Moulding Manufacturing Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
1777 Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Richard Tuson Heneker, conseil en loi du Roi, Walter Sealy Johnson, avocat, Edward James Waterston, avocat, Hugh Wylie, comptable, Mabel Hyndman, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'ouvriers en cuivre, dans toutes leurs branches, et manufacturer, acheter, vendre et faire en aucune manière le commerce de cuivre, objets en cuivre et marchandises en cuivre, métaux, alliages et minéraux ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires pour la propre exécution et mise en opération des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Harris & Avner, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
1771 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Trefflé T. Delisle, gentilhomme, Michel A. Laine, gérant de banque, Joseph Charest, entrepreneur, Cyrus Muncaster, marchand, Frederick J. Doherty, commis, tous de la cité de Sherbrooke, et Angus Kennedy, charretier, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires en général d'entrepreneurs, manufacturiers, constructeurs et poseurs de toutes sortes d'échelles et appareils de sauvetage ; faire en général les affaires d'achat, manufacture et vente de toute sorte de matériaux et machines employés dans aucun des dits travaux ; et spécialement faire les affaires d'entrepreneurs, manufacturiers, vendeurs et poseurs dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, de "The Flexible Steel Ladder", patentes pour la Puissance du Canada, par Alexander N. Cameron, le 30e jour de septembre 1899, sous le No 64107 ; vendre aucun des susdits droits ou privilèges patentés ou céder tout contrat obtenu par la dite compagnie lorsqu'il sera jugé à propos, ou en disposer ; posséder plein pouvoir d'acheter, posséder, et détenir des propriétés mobilières et immobilières, nécessaires ou propres à la conduite des affaires de la dite compagnie et garantie par achat, avec ses actions du stock ou garantie par invention ou autrement tous droits de patentes, franchises ou privilèges, ou adopter ou employer toutes inventions patentées maintenant

held and operate by Napoléon Rhéaume & Frère, and presently belonging to the petitioners, and the carrying on of the said business, at a price which may be mutually agreed upon ; the exploitation of the said manufactory by any motive power and the sale of the products of said manufactory in the whole of Canada, under the name of Montreal Moulding Manufacturing Company, Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
1778 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of April, 1913, incorporating Messrs. Richard Tuson Heneker, King's Counsel, Walter Sealy Johnson, advocate, Edward James Waterston, advocate, Hugh Wylie, accountant, Mabel Hyndman, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of copper smiths, in all its branches, and to manufacture, buy, sell in any manner, deal in or with copper, copper wares, and copper articles, metals, alloys and minerals ;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the proper fulfilment and carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Harris & Avner, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated at the office of the secretary of the province, this twenty sixth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
1772 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April 1913, incorporating Messrs. Trefflé T. Delisle, gentleman, Michel A. Laine, bank manager, Joseph Charest, contractor, Cyrus Muncaster, merchant, Frederick J. Doherty, clerk, all of the city of Sherbrooke, and Angus Kennedy, carter, of Montreal, for the following purposes ;

To engage in the general business of contracting, manufacturing, constructing and installing all kinds of ladders and fire escapes, to engage in the general business of buying, manufacturing and selling all kinds of materials and machinery used in any of said work ; and specially to engage in the business of contracting, manufacturing, selling and installing in the district of Saint Francis, in the province of Quebec, the Flexible Steel Ladder, patented for the Dominion of Canada, by Alexander N. Cameron, on the 30th day of September, 1899, under No. 64107 ; to sell or dispose of any of the above mentioned patented rights or privileges or assign any contract obtained by said company whenever deemed advisable ; to have full power to purchase, own and hold property, real and personal, necessary or proper in the conduct of the business of the said company and to secure by purchase, with its shares of stock or to secure by invention or otherwise all patent rights, franchises or privileges or to adopt or use any patented devices now in existence or that may hereafter be invented and required

en existence ou qui peuvent être à l'avenir inventées et requises nécessaires et utiles pour les objets de la compagnie ; posséder plein pouvoir d'emprunter de l'argent et engager et grever la propriété de la compagnie, toute deux mobilière et immobilière, pour garantir le paiement d'iceux, et en général posséder aucun et tous les pouvoirs nécessaires et propres pour la mise en opération et l'exécution de tous les actes ci-dessus énumérés et tous les actes y ayant rapport ou incorporés par les présentes ; payer pour tous services rendus à la compagnie et tous biens ou droits acquis par la compagnie en la manière qui sera jugée à propos, et en particulier par l'émission d'actions garanties de la compagnie, acquittées ou en partie acquittées, sous le nom de "Sherbrooke Flexible Steel Ladder Company, Limited", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1913.

J. C. SIMARD,

1745

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Nicholas Edouard Papillon, marchand, Joseph Arthur Lesage, courtier en immeubles, Edward O'Connor, peintre d'enseignes, Olivier Lalonde, surintendant d'assurance, et Marie-Anne Elizabeth Couture, épouse d'Oscar Bériveau, dûment autorisées, tous de la cité de Québec, dans le but suivants :

Exercer l'industrie générale de manufacturiers d'enseignes et autres matières d'annonce et de publicité ;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes d'articles de cuivre, bois, verre, ou compositions chimiques, soit directement ou indirectement, par l'entremise d'agents ou autrement ;

Louer, manufacturer, acheter et faire le commerce de tous les instruments, accessoires et matériaux nécessaires à son industrie ;

Agir en qualité d'agents aux fins de vendre les produits de toutes autres compagnies ou particulier exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie ;

Acquérir ou vendre des brevets d'invention, dessins, ébauches et procédés secrets et les utiliser pour le bénéfice de la compagnie ;

Payer pour les propriétés acquises, dessins, brevets et services rendus en actions acquittées ou débetures de la compagnie ;

Acquérir et entretenir, ériger, exploiter des entrepôts, magasins, fabriques et autres bâtiments et emmagasiner et manufacturer et faire le commerce d'articles, effets et marchandises ;

Faire tous les actes, matières et choses se rattachant ou utiles à l'accomplissement des objets ci-dessus ou à l'un de ces dits objets sous le nom de "Signs of Canada, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1751

Sous-secrétaire de la province.

necessary and needful to carry out the purposes of this company, to have full power to borrow money and pledge and encumber the property of the company, both real and personal, to secure the payment thereof and in general to have any and all powers necessary and proper to carry out and perform all acts above enumerated and all acts incidental thereto or embodied thereby ; to pay for any services rendered to and any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient, and in particular by the issue of shares or securities of the company, credited as fully or partly paid up under the name of "Sherbrooke Flexible Steel Ladder Company Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty third day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1746

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1913, incorporating Messrs. Nicholas Edouard Papillon, marchand, Joseph Arthur Lesage, realty broker, Edward O'Connor, sign painter, Olivier Lalonde, insurance superintendent, and Marie Ann Elizabeth Couture, wife of A. Bériveau, duly authorized for the purposes hereof, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the general business of manufacturers of signs and other advertising matter ;

To manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all kinds of brass articles, wodenware, glassware or chemical compounds, either directly or indirectly through agents or otherwise ;

To lease, manufacture, purchase and deal in any apparatus, supplies and materials necessary for its business ;

To act as agents for the purpose of selling the products of any other companies, or individual carrying on a business in whole or in part similar to that of this company ;

To acquire or sell patents of invention, drawings, model and secret processes and utilize same to benefit the company ;

To pay for any property, acquired, drawings, patents and services rendered in paid up shares or debentures of the company ;

To acquire and maintain, erect and exploit, warehouses, stores, manufactories and other buildings and store, manufacture and deal in articles goods and merchandise ;

To do all the acts and things and manufacture all materials incidental or conducive to the attainment of all or any of the above objects, under the name of "Signs of Canada Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1913

C. J. SIMARD,

1752

Deputy Provincial Secretary.

avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Julien Edouard Alfred Dubuc, industriel, François-Xavier Gosselin, avocat et protonotaire, Joseph E. Cloutier, courtier, Georges St. Pierre, notaire, et Raymond Belleau, notaire, tous de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants :

Faire des opérations et exercer les pouvoirs ci-après énumérés dans les districts de Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Québec, Trois-Rivières, Montmagny, Kamouraska, Rimouski et Gaspé ;

Faire les affaires d'une compagnie d'éclairage, chauffage et force motrice, dans toutes ses branches, au moyen de l'électricité et du gaz naturel ou artificiel, ou de l'un ou de l'autre, construire ou acquérir ou autrement posséder des aqueducs et systèmes d'égouts et les exploiter ;

Acquérir par achat, location, ou autrement posséder toutes propriétés mobilières et immobilières, privilèges, franchises, exemptions de taxes, licences, etc., et passer tous contrats avec les municipalités ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, construire, poser, développer, ériger, établir, mettre en opération et exploiter, maintenir et faire tous travaux nécessaires ou utiles, usines, stations, prises d'eau et pouvoirs hydrauliques, et tous appareils et entreprises en rapport avec la fourniture, la distribution et l'usage ou emploi, dans toutes ses branches et sous toutes formes, de l'eau, de l'électricité et du gaz, pour fins industrielles ou autres, publics ou privées ;

Fabriquer, acheter et vendre, en gros et en détail toutes espèces d'effets, marchandises, appareils et outils requis par la compagnie, sa clientèle, ses employés et ouvriers ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, de toutes compagnies, sociétés ou personnes, faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie, les franchises, et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs conférés à ou possédés par telles compagnies, sociétés ou personnes ainsi que leurs entreprises ou toutes parties d'icelles, pour tels prix et considérations et moyennant les termes et conditions dont les parties pourrout convenir, et spécialement pour les actions, privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou détenues par elle.

Vendre, louer ou autrement aliéner les affaires, franchises, pouvoirs, propriétés et entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, pour tels prix, considérations et conditions que la compagnie jugera à propos, et spécialement pour les actions privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de toute compagnie constituée en corporation ou détenues par elle ;

Souscrire et payer, ou autrement acquérir, détenir des actions privilégiées ou ordinaires, bons, obligations, débentures ou autres valeurs, d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation ; nommer un procureur ou des représentants pour assister et voter pour et au nom de la compagnie aux assemblées de ces compagnies dont elle pourra détenir les actions, bons ou autres valeurs, pourvu que tels procureurs ou représentants soit lui-même ou soient eux-mêmes un ou des actionnaires de ces compagnies ;

Emprunter de l'argent de toute personne ou corporation, en émettant des billets, des débentures ou obligations ou des actions privilégiées, hypothéquer à la garantie de tous emprunts contractés, la totalité ou partie des biens de la compagnie, transporter en garantie de tous emprunts, toute hypothèque, ou autres droits et valeurs appartenant à la compagnie ;

Payer en actions entièrement acquittées, privilégiées ou autres, toutes obligations contractées par la compagnie, et spécialement en considération de biens ou de droits acquis ou reçus, le travail fait,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Julien Edouard Alfred Dubuc, manufacturer, François Xavier Gosselin, advocate and protonotary, Joseph E. Cloutier, broker, Georges St. Pierre, notary, and Raymond Belleau, notary, all of the town of Chicoutimi, for the following purposes :

To carry on the operations and exercise all the powers hereunder enumerated within the districts of Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Québec, Three Rivers, Montmagny, Kamouraska, Rimouski and Gaspé ;

To carry on the business of a light, heat and power company, in all its branches, by means of natural or artificial gas, or either, construct, acquire or otherwise hold waterworks and sewer systems and exploit same ;

To acquire by purchase, location or otherwise hold any moveable or immoveable property, privileges, franchises, exemption from taxes, licences and to enter into contracts with municipalities ;

To purchase, lease or otherwise acquire and hold, construct, install, develop, erect, establish, operate and exploit, maintain and erect any necessary or suitable works, power-houses, stations, water intakes and water powers and any apparatus and undertakings in connection with the supplying distribution using or employing, in all their branches and under all forms, of water, electricity and gas, for manufacturing, public, private or other purposes ;

To manufacture, purchase and sell wholesale and retail all kinds of goods, merchandise, apparatuses and implements required by the company, its clients, employees and workmen ;

To acquire by purchase, lease or otherwise from any companies, firms or persons carrying on any business in whole or in part similar to that of this company, franchises, and any or the whole of the rights, privileges and powers granted to or held by such companies, firms or persons as well as their undertakings or any part thereof for such prices and considerations and on such terms and conditions which the parties may determine and specially for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of or held by the company ;

To sell, lease or otherwise alienate the business, franchises, powers, property and undertakings of the company, in whole or in part, for such prices and considerations and on the conditions which the company may think proper and specially for preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of or held by any incorporated company ;

To subscribe and pay for or otherwise acquire, and hold preferred or common stock, bonds, debentures or other securities of any incorporated company or companies ; to appoint an attorney or representatives to assist and vote, for and in the name of the company, at the meetings of such companies in which it may hold shares, bonds or other securities, provided that such attorneys or representatives be a shareholder or shareholders of such companies ;

To borrow money from any person or corporation by issuing notes, debentures, obligations or preferred stock hypothecate, for the security of any loans entered into the whole or part of the company's property, convey as security for any loans any hypothec, rights or powers held by the company ;

To pay in paid up, preferred or other stock, for any liabilities incurred by the company and specially in consideration of any property or rights acquired or received, work done, securities given,

garanties données ou promesses, ou de services rendus ou qui doivent être rendus dans le but d'atteindre les fins de la compagnie, y compris les services rendus par les promoteurs de la compagnie ;

Racheter ses propres actions privilégiées ou autres avec ses fonds de surplus, dans les cas et aux conditions pourvus par ses règlements ;

Adopter des règlements à l'effet de permettre à tout directeur absent de se faire représenter aux assemblées des directeurs, par procuration donnée à l'un de ses collègues ;

Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation, sous le nom de " La Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay ", avec un capital de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Chicoutimi.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1675.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Gordon Walter MacDougall, conseil en loi du Roi, Lawrence Macfarlane, Charles Alexander Pope, Gregor Barclay et William Bridges Scott, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements dans toutes ses branches, et en particulier les affaires d'émission de contrats ou polices de placements et de prêts sur le plan de participation ou autrement dans différentes dénominations et classes à être payés pour sur tout plan pour paiements périodiques ;

Faire des contrats en vertu desquels les personnes payant de l'argent à la compagnie par versements ou autrement, auront, conformément à un ordre fixé, le droit d'emprunter de l'argent d'un fonds spécial que la compagnie est autorisée à établir de tels paiements ou autrement, aux termes, conditions, restrictions et amendes, selon qu'il sera convenu ;

Souscrire pour acheter ou acquérir et détenir, soit absolument comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente et céder, transporter ou en disposer autrement ou faire le commerce d'obligations, débetures, stocks, actions, garanties, placements de contrats ou autres contrats, hypothèques, engagements et preuves de dettes faites par toute personne, société, association ou corporation soit publique ou privée ;

Négocier des prêts et prêter de l'argent à telles personnes et aux termes qui peuvent être jugées à propos et en particulier aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats de toutes telles personnes ;

Faire des avances en argent, marchandises ou autres fournitures à autres personnes, compagnies ou sociétés, et prendre et détenir des propriétés mobilières et immobilières comme garantie d'iceux ;

Acquérir des placements de toute sorte et description jugés profitables et utiles à la compagnie par souscription originale, assurance, participation dans les syndicats ou autrement, et soit complètement acquittés, et de faire les paiements d'iceux tels que requis pour ou en avances de réclamations ou autrement, et les assurer ou souscrire conditionnellement ou autrement et soit en vue de placement ou pour revente ;

Garantir les paiements de dividendes ou intérêts sur stock, obligations, débetures ou autres garanties émis par toute personne ou corporation ou l'exécution de tout contrat ou obligation de toute telle personne ou corporation, et prendre et détenir comme garantie pour telle garantie toute propriété,

promises, services rendered or to be rendered for the attainment of the purposes of the company including services rendered by the promoters of the company ;

To redeem its own shares, preferred or otherwise, with its surplus funds in the manner and on the conditions provided by its by-laws ;

To adopt by-laws for the purpose of permitting any absent director to be represented at the director's meeting, by proxy given to any one of his colleagues ;

To do all such acts and carry on all operations as are incidental to those above enumerated or which may facilitate the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of " La Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay ", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1676

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Gordon Walters MacDougall, King's counsel, Lawrence Macfarlane, Charles Alexander Pope, Gregor Barclay and William Bridges Scott, advocates, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a general loan and investment company in all its branches and particularly the business of issuing investment and loan contracts or policies on the participation plan or otherwise in different denominations and classes to be paid for on any plan for periodical payments ;

To make contracts under which persons paying money to the company by instalments or otherwise shall, according to a fixed order, have the right to borrow money from a special fund which the company is authorized to establish from such payments or otherwise upon such terms, conditions, restrictions and penalties as may be agreed upon ;

To subscribe for, purchase or acquire and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise, dispose of or deal in bonds, debentures, stocks, shares, securities, investment contracts or other contracts, mortgages, obligations and evidences of indebtedness created by any person, firm, association or corporation, either public or private ;

To negotiate loans and to lend money to such persons and on such terms as may seem expedient and in particular to customers and others having dealings with the company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons ;

To make advances in cash, goods, or other supplies to other persons, companies or firms and to take and hold real estate and personal property as security for the same ;

To acquire investments of any and every character deemed profitable and beneficial to the company by original subscription, underwriting participation in syndicates or otherwise and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called for or in advances of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investment or for re-sale ;

To guarantee payments of dividends or interest on any stock, bonds, debentures or other securities issued by any person or corporation or the performance of any contract or obligation of any such person or corporation, and to take and hold as security for such guarantee any property, whether

soit meubles ou immeubles, ou autre garantie que la compagnie peut juger à propos ;

Transiger et faire les affaires financières en général d'agent et de courtier, et agir comme agents et courtiers pour l'émission et distribution en faveur de toute personne, toute sorte de police d'assurance ou autres contrats d'indemnité, et pour le placement, prêt, paiement, transmission et perception des argents pour le transfert et record d'obligations, débetures, actions ou autres garanties, et pour l'achat, vente et amélioration, développement et administration de toute propriété, affaires ou entreprise, et l'administration, contrôle ou direction de syndicats, sociétés, associations ou corporations ;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement toute sorte de propriétés, mobilières et immobilières, et les mettre à profit en la manière jugée à propos, et vendre, louer, échanger telle propriété pour telles considérations et aux termes et conditions qui pourront être en aucun temps et de temps à autre convenues, ou en disposer autrement ;

Vendre, louer la propriété et l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, obligations, debentures ou garantie de toute autre compagnie ou en disposer autrement ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, riauque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou destinés à augmenter la valeur des biens ou garanties de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions, garanties de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement, ou s'amalgamer avec toute telle compagnie ;

Emettre et répartir comme actions complètement acquittées de la compagnie incorporée par les présentes, en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprises, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, contrats, immeubles, stocks, obligations ou débetures ou autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Acquérir par achat, bail ou autrement ou entreprendre toute ou aucune partie des affaires, franchises, biens, droits ou obligations de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens ou droits convenables pour les fins de cette compagnie ;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie pour toutes fins qui peuvent directement ou indirectement être destinés au bénéfice de cette compagnie ;

Rémunérer toute personne ou personne pour services rendus au sujet de la formation ou avancement de cette compagnie, ou la conduite de ses affaires, soit par paiement en argent ou par l'émission du stock de la compagnie, complètement acquitté, ou tous deux ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie en espèces, tous les biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures ou garanties dans les autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "The Home Provident Association, Limited", avec un capital total de sept cent mille piastres (\$700.000.00), divisé en sept mille (7000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

real or personal, or other security as the company may see fit ;

To transact and carry on a general financial agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the issue and delivery on behalf of any principal of all kinds of insurance policies or other contracts of indemnity and for the investment, loan, payment, transmission and collection of moneys for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise all kinds of property, both moveable and immoveable, and to turn the same to account in such manner as may seem expedient, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of such property for such considerations and on such terms and conditions as may be at any time and from time to time agreed upon ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company ;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal in the same, or amalgamate with any such company ;

To issue and allot as fully paid up shares of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchises, undertaking property, rights, powers, privileges, lease, licence, contract, real estate, stock, bonds or debentures or other property or rights which the company may lawfully acquire ;

To acquire by purchase, lease or otherwise or undertake the whole or any part of the business, franchises, property, rights, or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which this company is authorized to carry on or possessed of property or rights suitable for the purposes of this company ;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company for any purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To remunerate any person or persons for services rendered in or about the formation or promotion of this company or the conduct of its business either by the payment of cash or in the issue of the stock of the company, fully paid up, or both ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Home Provident Association, Limited", with a capital stock of seven hundred thousand dollars (\$700,000.00), divided into seven thousand (7000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the said company, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce six-septième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1637.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Jean Abel Borderie, agent, Joseph Sere, commis, Daniel Kochenburger, entrepreneur, Edmond Suzanneau, commerçant, et Félix O. Lavimodière, agent, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en général de marchandises et effets de commerce ;

Acquérir par achat, bail, vente, échange, bail ou autrement, des fonds de commerce consistant plus particulièrement en feronneries, meubles, lingerie et fournitures et ameublements de maison, et autres marchandises semblables, et de plus en faire l'importation et l'exportation ;

Acquérir par achat, vente, échange, louage ou autrement des immeubles pour les fins du commerce de la dite compagnie ou les améliorer, diviser, subdiviser, construire sur, administrer pour les fins de la compagnie ;

Agir comme agents, courtiers, pour l'achat, vente et échange des dits marchandises et effets de commerce, et des dits immeubles en général ;

Consentir, prendre et détenir des hypothèques, obligations et garanties immobilières pour garantir toutes dettes dues ou qui deviendront dues à la compagnie ;

Faire les affaires de prêts et placements de toutes sortes à l'exception des affaires de banque ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets pour augmenter la valeur des biens de la dite compagnie ;

Acquérir, par vente, échange, bail ou autrement, acquérir de toutes personnes ou compagnies des biens et affaires semblables à celles de la compagnie, ou entrer en société ou faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint avec toutes personnes ou compagnies, personnes ou corporations, faire des avances d'argent ou donner des garanties pour les mêmes fins ;

Acheter, prendre ou détenir autrement des actions, obligations, débetures ou autres garanties de telles personnes ou compagnies quelconques en rapport avec les affaires de la compagnie ;

Promouvoir toutes compagnies dans le but d'acquérir ou partie des biens et affaires de la compagnie, garantir le placement des actions de la dite compagnie ou ses obligations, construire toutes bâtisses quelconques pour l'usage ou les fins de la compagnie ;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou qui pourront être rendus à la compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres documents, valeurs et documents négociables ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise ou de tout ou partie des biens de la dite compagnie et de toutes manières quelconques et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toutes autres compagnies ayant des droits ou des objets en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie, ou en disposer de toutes manières quelconques ;

Entrer en arrangement avec toutes administrations ou autorités municipales, locales ou autres qui peuvent paraître utiles et objets et fins de la dite compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toutes telles administrations ou autorités tous les droits et privilèges et concessions que la compagnie jugera à propos d'obtenir et faire et exécuter tous tels arrangements, droits et privilèges et concessions ;

Dated from the office of the secretary of the province, this seventeenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1638

Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Jean Abel Borderie, agent, Joseph Sere, clerk, Daniel Kochenburger, contractor, Edmond Suzanneau, trader, and Félix O. Lavimodière, agent, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in merchandise and articles of trade ;

To acquire by purchase, lease, sale, exchange or otherwise stocks in trade consisting principally in ironware, furniture, linen, household, effects and supplies and other similar goods, and to import and export same ;

To acquire by purchase, sale, exchange, lease or otherwise any immoveables for the business purposes of the said company or improve, divide, subdivide, build upon and administer same for the company's purposes ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale and exchange of the said merchandise articles of trade and the said immoveables in general ;

To execute, take, and hold hypothec, liens and charges on immoveable property to secure any debts due or which may become due to the company ;

To carry on loan and investment businesses of all kinds, except banking business.

To carry on any other business which may be conveniently carried on in connection with the above objects to enhance the value of the property of the said company ;

To acquire by sale, exchange, lease or otherwise from any persons or companies any property and business similar to those of this company, or enter into partnership or into any agreements for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure with any persons, companies or corporations, to make advances of money or give securities for the same purposes ;

To purchase, take or otherwise hold, shares, bonds, debentures or other securities from any persons or companies whatsoever in connection with the business of the company ;

To promote any company for the purpose of acquiring the whole or part of the property, and business of the company, guarantee the placing of the shares of the said company or its bonds, construct any buildings whatsoever for the use or purposes of the company ;

To remunerate any persons or companies for services rendered or which may be rendered to the company ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute, issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other documents, securities and negotiable instruments ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking or of the whole or part of the property of the said company in any manner whatsoever and in particular for shares, debentures or securities of any other companies having rights or objects wholly or partly similar to those of this company ;

To enter into any agreement with any governments or authorities, municipal, local or otherwise which may appear suitable for the objects and purposes of the said company or any of them, and to obtain from any such governments or authorities all the rights, privileges and concessions which the company may see fit to obtain and make and execute any such agreements, rights, privileges and concessions ;

Construire, maintenir et échanger toutes bâtisses ou travaux nécessaires ou utiles à la dite compagnie, et construire et mettre en opération des chars et autres véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la dite compagnie ;

Placer les argents non immédiatement requis par la compagnie en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps et en faire le commerce ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement toutes propriétés mobilières et immobilières et tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles pour les fins de ses affaires et les vendre selon qu'il sera jugé à propos ou autrement en disposer ;

Émettre des actions acquittées, obligations et débetures ou autres garanties en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés mobilières et immobilières, services, droits, baux, franchises, affaires, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concessions, que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange, pour actions, obligations, débetures ou autres garanties de toutes telles compagnies faisant des affaires semblables à celle de la dite compagnie ou y ayant rapport ;

Faire, signer et consentir, exécuter et accepter tous actes, contrats, documents quelconques qui peuvent découler des pouvoirs mentionnés aux présentes et propres aux fins et objets que la dite compagnie a en vue ;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles pour l'accomplissement des susdits objets et les faire toutes et chacune comme patrons, agents, procureurs, et exercer tous les pouvoirs par la loi des compagnies, sous le nom de "La Compagnie St. Edouard Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1913.

1619.2 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. James Morgan, marchand, F. Cleveland, marchand, C. Allen Place, agent d'immeubles, H. B. Mussen, agent, Edmond T. Sayers, journaliste, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et posséder améliorer, subdiviser, construire sur, ut liser, administrer, louer, vendre, échanger toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et en disposer ;

Tracer et préparer des rues, ruelles, carrés ou terrains aux termes et conditions que la compagnie pourra juger à propos, et faire et entrer en arrangement ou contrat (avec toute personne, municipalité ou corporation) pour construire, niveler, paver, macadamiser et réparer les rues, chemins publics et trottoirs, ou pour construire, entretenir les chemins, rues, ruelles, aqueducs, drainages, égouts et autres travaux destinés à donner un meilleur accès à la propriété de la compagnie et pour augmenter sa valeur ;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, échange et affermage d'immeubles, et pour autres transactions de même nature ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Faire les affaires de prêts et placements de toute sorte, à l'exception des affaires de banque ;

Faire toutes autres affaires soit manufacturées ou autrement, qui peuvent paraître à la compagnie

To construct, maintain and exchange any buildings or works necessary or useful to the said company, and construct and operate cars and other vehicles propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the said company ;

To invest the monies not immediately required by the company in the manner which may be from time determined and deal therewith ;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire any moveable or immovable property and all the rights and privileges which the company may deem necessary or useful for its business purposes and sell or otherwise dispose of same as it may be deemed proper ;

To issue paid up shares, bonds and debentures or other securities in payment or part payment for any moveable or immovable property, services, rights, leases, franchises, business, undertakings, powers, privileges licenses or concessions which this company may legally acquire and in payment or part payment therefor or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any such company carrying on business similar or incidental to that of the said company ;

To make, sign and assent to, execute and accept all deeds, contracts, documents whatsoever resulting from the powers mentioned here of and suitable for the purposes and objects which the said company has in view ;

To do all such other things as may be incidental to or suitable for the attainment of the above objects and to do same all and any as principals, agents, attorneys, and exercise all the powers granted by the companies' act under the name of "La Compagnie Saint-Edouard Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00) divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1913.

1620 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. James Morgan, merchant, F. Cleveland, merchant, C. Allen Place, real estate agent, H. B. Mussen, agent, Edmond T. Sayers, journalist, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to hold, improve, subdivide, build upon, utilize, administer, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of moveables and immoveables property ;

To lay out and dispose of any streets, lanes, squares, or lands upon such terms and conditions as the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract (with any person municipality or corporation) for constructing, grading, paving, macadamizing and repairing streets, highways and sidewalks or for the construction and maintenance of roads, streets, lanes, waterworks, drains, sewers and other works calculated to give better access to the property of the company and to enhance its value ;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, and leasing of immoveables and for other transactions of a like nature ;

To loan money to clients and others having business with the company ;

To carry on loan and investment business of all kinds except banking business ;

To transact any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the com-

capables d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou propres, directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables ;

Acquérir ou prendre par achat, bail ou autrement toutes ou aucune partie des affaires ou obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir ses contrats, ou aider autrement toute telle personne ou compagnie ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

Acheter, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, obligations ou débentures ou autres garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires capables d'être conduites, directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et établir, promouvoir et aider autrement toute telle compagnie ou compagnies ;

Entrer en arrangements avec tout gouvernement ou autorité municipale, locale ou autrement qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, ou à aucun d'eux, et obtenir de tout tel gouvernement ou autorité tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire exercer et exécuter tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir tous ou aucun des biens et obligations de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui peuvent, directement ou indirectement, paraître propres pour le bénéfice de cette compagnie, assumer et placer ou aider à placer le stock, obligations ou garanties de toute telle compagnie ou compagnies ;

Construire, entretenir et améliorer les bâtiments ou travaux nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et construire, posséder et mettre en opération des chars et autres véhicules mûs par la vapeur, l'électricité ou autrement pour les fins de la compagnie ;

Placer les argents de la compagnie non immédiatement requis, en la manière qui pourra être déterminée de temps en temps, et en faire le commerce ;

Émettre des actions acquittées, obligations ou débentures ou autres garanties en paiement, soit en tout ou en partie de tous biens, propriétés mobilières ou immobilières, meubles et immeubles, services, droits, baux, affaires, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, licences ou concession que cette compagnie peut légalement acquérir, et en paiement ou partie de paiement d'iceux ou en échange, pour actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant des affaires semblables à celle de cette compagnie ou ayant rapport ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui peuvent être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou l'avancement de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de

pany capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, or customers or persons having dealings with the company and to take or otherwise, acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same ;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies ;

To enter into arrangements with any governments and authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, and to exercise and comply with any such agreements, rights, privileges and concessions ;

To promote any company or companies for the purposes of acquiring all or any of the property and liabilities of this company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies ;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary, or convenient for the purposes of the company and to construct, own and operate cars and other vehicles, propelled by steam, electricity or otherwise for the purposes of the company ;

To invest in and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined ;

To issue paid-up shares, bonds or debentures or other securities for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, moveable or immoveable, services, rights, lease, business, franchises, undertaking, power, privilege, licence, or concession which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange,

5 MAR 1913

change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et en disposer autrement ;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, entrepreneurs, agents ou autrement, et par ou l'intermédiaire d'agents ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets, en tout ou en partie, semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer par dividendes ou autrement tous les biens de la compagnie, en espèce ou nature, parmi les actionnaires et en particulier des actions acquittées, débetures ou stock de débetures de toute autre compagnie ;

En général acheter, prendre à bail ou en échange louer ou acquérir autrement toute propriété mobilière et immobilière et tous les droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles aux fins de ses affaires, et les vendre selon qu'il sera jugé à propos, et en disposer autrement ;

Les pouvoirs spécifiés dans aucun des susdits paragraphes ne seront pas limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Montreal Land, Limited", avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en mille cinq cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

1615.2

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Joseph Auguste Fraser, Joseph Oscar Pouliot, Joseph Arthur Drolet, Joseph Robert Guay, Jean-Baptiste Trudel, tous commis, de Québec, dans les buts suivants :

Faire toutes les opérations concernant ou se rattachant à la construction en général, et, à la construction d'aqueducs, acquérir, louer, vendre, posséder et hypothéquer des immeubles, faire toutes transactions quelconques concernant ou se rattachant à des immeubles, et les opérations d'agent d'immeubles, le tout avec tous les pouvoirs utiles ou nécessaires à la conduite des dits commerce, entreprises, industries ou transactions ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, tout commerce et faire toutes autres opérations, qui peuvent être exercées conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui sont de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable, avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telles autres industries ;

Employer en tout ou en partie, ses fonds, débetures ou autres valeurs pour l'achat d'actions d'autres corporations ;

Faire avec tout autre compagnie tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries respectives et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions, taux, prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition, faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, avec le droit de vendre l'actif de la compagnie par une résolution des actionnaires représentant au moins les  $\frac{2}{3}$  de la valeur du capital souscrit, sous le nom de "Parc Saint-Louis, Limité", avec un capital de trente-neuf mille piastres (\$39,000.00), divisé

bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above things as principals, contractor, agents or otherwise and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company in specie, or kind, among the shareholders and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company ;

Generally to purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to sell or otherwise dispose of the same as it may seem fit ;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "Montreal Land, Limited", with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one thousand and five hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

1616

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Joseph Auguste Fraser, Joseph Oscar Pouliot, Joseph Arthur Drolet, Joseph Robert Guay and Jean-Baptiste Trudel, all clerks, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on any operations relating to or connected with construction work in general, and the building of waterworks, acquire, lease, sell, hold and hypothecate any immovables, carry on any transactions whatsoever relating to or connected with real estate, and the operations of real estate agents, the whole with all the powers suitable or necessary for the said business, undertakings, trades or transactions ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, any trade and other operations which may be jointly carried on with the business of the company or capable to enhance or render more profitable the company's property with all the powers necessary for the carrying on of such businesses ;

To employ, in whole or in part, its funds, debentures or other securities for the purchase of shares of other corporations ;

To enter into any agreements with any other company concerning the exploitation of their respective businesses and to amalgamate with any other company or companies ;

To acquire any other business, similar to that which the present company is authorized to carry on as well as its goodwill and assets on the conditions, at the rate and for the price which may be agreed upon, and to pay for any such acquisition with paid up shares and bonds of the company, to do any other thing in connection with the above mentioned powers with the right to sell the assets of the company by a resolution of the shareholders representing at least two thirds of the value of the subscribed capital stock, under the name of "Parc Saint Louis Limité," with a capital stock of thirty

en trois cent quatre-vingt-dix (390) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1913.

1621.2 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Abraham Landay, Philip Cowan, Haskel J. Rashti, Charles Battat et Julius Lichterman, marchands, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, vendre en aucune manière des objets et marchandises de toute sorte et description et plus spécialement des marchandises de fourrures et orientales, en faire le commerce et en disposer ;

Manufacturer les dites marchandises et tous autres articles dont la manufacture et vente peuvent être faites avec avantage ; vendre toutes choses et administrer toutes affaires qui peuvent être jugées utiles de faire en rapport avec les affaires de la compagnie, ou qui peuvent directement ou indirectement être utiles à la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles de la présente compagnie, ou qui peuvent, avec avantage, être conduites en rapport d'icelles, ou acheter ou acquérir autrement toutes telles affaires, les payant soit en argent ou en garantie de la compagnie ou partie dans les deux, ou entrer en arrangements pour le partage des profits avec d'autres personnes ou compagnies ;

Acheter ou acquérir autrement et détenir du stock dans d'autres compagnies, sous le nom de "Russian-Oriental Trading Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1913.

1647.2 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Farquhar Stuart Macleannan, avocat et Conseil en Loi du Roi, William Baker, avocat et Conseil en Loi du Roi, Lucy M. Shea, sténographe, Robert E. Livermore, imprimeur, et Pearl Baker, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire toutes ou aucune partie des affaires d'imprimerie, gravure, lithographie, reliure et la manufacture de livres de toute sorte, et papeterie ; manufacturer, acheter, vendre du papier de toute sorte et en faire le commerce ;

Acheter ou louer les droits d'imprimer, publier, émettre et vendre tous livres, pamphlets, papiers, gazettes, revues, journaux et brochures, et de vendre les dits droits ou en disposer, faire des contrats avec les auteurs pour la publication de leurs travaux ;

Acquérir par achat, amalgamation ou autre arrangement, et faire toutes ou aucune partie des affaires ou actifs de toute personne, société, association ou corporation qui peuvent paraître à la compagnie d'être conduits par icelle, ou destinés, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables, et les payer, en tout ou en partie par l'émission d'actions acquittées ou garanties de la compagnie ;

S'associer ou s'amalgamer avec toute autre compagnie organisée pour les mêmes fins ou semblables à celles de cette compagnie ;

nine thousand dollars (\$39,000.00), divided into three hundred and ninety (390) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1913.

1622 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April 1913, incorporating Messrs. Abraham Landay, Philip Cowan, Haskel J. Rashti, Charles Battat and Julius Lichterman, merchants, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in, buy, sell and dispose of in any way all wares and merchandise of every sort and kind, and more especially of furs and oriental or eastern goods ;

To manufacture said goods and all other goods whose manufacture and sale may be carried or with advantage in conjunction therewith, to do all things and to conduct all business which may be expedient to carry on in connection with the company's business, or which may directly or indirectly benefit the same ;

To amalgamate with any other person or company carrying on business similar to those of the present company or which may with advantage be carried on in conjunction therewith, or to purchase or otherwise acquire any such business paying for the same either in cash or in securities of the company or partly in both, or to enter into profit sharing agreements with other persons or companies ;

To purchase or otherwise acquire and hold stock in other companies, under the name of "Russian Oriental Trading Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of hundred dollars (\$100.00) each.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1913.

1648 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Farquhar Stuart Macleannan, advocate and King's counsel, William Arthur Baker, advocate, and King's counsel, Lucy M. Shea, stenographer, Robert E. Livermore, printer, and Pearl Baker, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on all or any part of the business of printing, engraving, lithographing, book-binding and the manufacture and sale of books of all kinds, and stationery ; to manufacture, buy, sell and deal in paper of all kinds ;

To purchase or lease the rights to print, publish, issue and sell any books, pamphlets, papers, newspapers, periodicals, journals and magazines, and to sell or dispose of such rights ; to enter into contracts with authors for the publication of their works ;

To acquire by purchase, amalgamation or other arrangement, and carry on all or any part of the business or assets of any person, firm, association or corporation which may seem to the company capable of being carried on by it, or calculated directly or indirectly to render profitable, or enhance the value of the company's property, interest or rights, and to pay for same, wholly or in part, by the issue of fully paid up shares or securities of the company ; to unite or amalgamate with any other company organized for purposes like or kindred to those of this company ;

Acquérir par achat ou bail des immeubles, matériels, machines ou outillages nécessaires ou utiles aux fins de la mise en opération des affaires de la compagnie ;

Acquérir, détenir et convertir en stock, actions ou garanties de toute compagnie avec laquelle cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, ou faisant des affaires semblables en tout ou en partie, et en faire le commerce ;

Faire toutes choses nécessaires, utiles, convenables ou propres à l'exécution des fins ou acquisition des objets ci-dessus énumérés, ou qui pourront paraître de temps en temps nécessaires pour la protection ou le bénéfice de la compagnie, soit comme patrons, agents et soit seule ou avec ou par l'intermédiaire d'autres personnes, sous le nom de "The Lion Press, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,

1623.2

Sous-secrétaire de la province.

To acquire by purchase or lease any real estate, plant, machinery or equipment necessary or useful for the purposes of carrying on the business of the company ;

To acquire, hold deal in and convert stock, shares bonds or securities of any company with which this company may have business relations, or carrying on a similar business in whole or in part ;

To do all and every thing necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of the purposes, or attainment of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time appear necessary for the protection or benefit of the company, either as principals, agents, and either alone or with or through others, under the name of "The Lion Press, Limited", with a capital stock of twenty thousand (\$20,000.00) dollars divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,

1624

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. F. D. Bouchard, journaliste, V. E. Fontaine, avocat, E. O. Picard, agent, Jos. Leduc, entrepreneur, H. Beaunoyer, entrepreneur, H. A. Beauregard, protonotaire, tous de Saint-Hyacinthe, et J. H. Dussault, comptable, La Providence, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents et acquérir par achat, échange ou autrement des terres et lots de terres, les diviser, subdiviser, et acquérir par achat, échange ou autrement, et louer, construire, bâtir, améliorer, et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses, et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, et les payer en argent, parts, débetures ou autrement et les vendre, louer, ou en disposer de quelque façon que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la loi des compagnies en autant qu'il sera jugé nécessaire ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer ou souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes, exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant y compris le droit de voter en vertu de telles actions, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote ;

Rémunérer en parts acquittées de cette compa-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. F. D. Bouchard, journalist, V. E. Fontaine, advocate, E. O. Picard, agent, Jos. Leduc, contractor, H. Beaunoyer, contractor, H. A. Beauregard, prothonotary, all of Saint Hyacinthe, and J. H. Dussault, accountant, of La Providence, for the following purposes :

To generally deal in real estate, either as principal or agents, and acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide, subdivide and acquire same by purchase, exchange or otherwise and lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings and generally all kinds of moveable and immovable property and pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise and to sell, lease or dispose of the same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange the whole or part, of the said property as well as the improvements made and buildings erected thereon, and to accept in payment thereof or cash, shares in other companies, debentures, notes and other securities and to pay any commission fees necessary for the sale of the whole or part of the said property ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the Companies' Act in so far as it may be deemed necessary or suitable for the said purposes and specially ;

To acquire and hold, sell, convey, dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, to exercise any rights and privileges of ownership connected therewith including voting power in virtue of such shares, and to pay for same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise ;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and carry on the business of any persons, firms or corporations carrying on business similar to that of this company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the rights, business undertakings and property of this company in any manner whatsoever, and receive in payment thereof cash, shares debentures or other securities issued by other corporations with any rights and privileges attached thereto including voting power ;

To remunerate, with paid up shares of this com-

gnie, débentures ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "La Compagnie Immobilière de Yamaska", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
1635.2                      Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1913, constituant en corporation MM. Emile Aimable, Decelles, courtier, de Montréal, Emilien Lupien, commerçant, Wilfrid Lupien, cultivateur, Jos. Gilbert Tétrault, marchand, Napoléon Girard, marchand, Valmore Lemire, cultivateur, tous de West Wickham, dans les buts suivants :

La formation d'une manufacture de meubles de toutes sortes, de portes, de châssis, de moulures, et autres ouvrages en bois, de faire le commerce en gros et en détail de toutes espèces de bois brut ou travaillé, ainsi que le droit général de manufacturer toutes sortes de bois sous toutes sortes de formes dans les limites légales permises ;

La dite compagnie aura le droit d'émettre des débentures jusqu'à concurrence de la moitié du capital payé et emprunté au moyen des dites débentures lesquelles ne seront pas moindre de cent piastres et pas plus de mille piastres, sous le nom de "Wickham Furniture Company, Limited" avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à West Wickham.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1913.

C. J. SIMARD,  
1633 2                      Sous-secrétaire de la province.

No 715.13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte pour les catholiques seulement, et sous le nom de Saint-Edouard de Knowlton, tout le territoire de la municipalité scolaire actuelle du village de Knowlton, comté de Brome (gaz. off. 7 juillet 1888) et de plus les lots suivants du cadastre officiel du canton de Brome :

Nos 920 à 985 du 8ième rang  
" 1022 à 1101 du 9 " "  
" 1133 à 1305 du 10 " "  
" 1342 à 1401 du 11 " " ainsi que

les lots suivants du cadastre officiel du canton Bolton :

Nos 56 à 135 du 1er rang  
" 178 à 263 du 2 " "  
" 319 à 353 du 3 " "  
" 402 à 434 du 4 " "  
" 507 à 542 du 5 " " 1649.2

pany, debentures or otherwise, any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of this company or for any other services rendered about the formation or promotion of this company or the conduct of its business, under the name of "La Compagnie Immobilière de Yamaska", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
1636                      Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1913, incorporating Messrs. Emile Aimable Decelles, broker, of Montreal, Emilien Lupien, trader, Wilfrid Lupien, farmer, Jos. Gilbert Tétrault, merchant, Napoléon Girard, merchant, Valmore Lemire, farmer, all of West Wickham, for the following purposes :

To manufacture furniture of all kinds, doors, sashes, mouldings and other wooden articles, deal wholesale and retail in all kind of rough or dressed lumber, and the right to manufacture all kinds of wood under all its forms within lawfull limits ;

The said company will have the power to issue debentures up to the amount of half its said up capital and to borrow by means of the paid debentures which will not be for less than one hundred dollars and more than one thousand dollars, under the name of "Wickham Furniture Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at West Wickam.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of April, 1913.

C. J. SIMARD,  
1634                      Deputy Provincial Secretary.

No. 715.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to erect into a separate school municipality for catholics only, and under the name of Saint-Edouard de Knowlton, all the territory of the present school municipality of the village of Knowlton, county of Brome (Off. Gaz. 7th July, 1888), and in addition thereto the following lots of the official cadastre of the township of Brome :

Nos. 920 to 985 of the 8th range  
" 1022 to 1101 of the 9th " "  
" 1133 to 1305 of the 10th " "  
" 1342 to 1401 of the 11th " " as well as

the following lots of the official cadastre of township Bolton :

Nos. 56 to 135 of the 1st range  
" 178 to 263 of the 2nd " "  
" 319 to 353 of the 3rd " "  
" 402 to 434 of the 4th " "  
" 507 to 542 of the 5th " " 1650

Québec, 23 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, partie des biens-fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, les Nos 1309, 1303, 1306 et 1312, situés le long du chemin public qui est la ligne de séparation entre la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce et (Saint-Odilon), Cranbourne, comté de Dorchester, et bornés, du côté opposé, par l'immeuble appartenant actuellement à M. Napoléon Maheux, et d'annoncer ce territoire à la municipalité scolaire de (Saint-Odilon), Cranbourne, comté de Dorchester. 1719.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou traux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies a fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte précédent, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de a demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder de la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

Québec, 23rd April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Francis, county of Beauce, part of the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Francis, the Nos 1309, 1303, 1306 and 1312, situate along the public road which is the division line between the school municipality of Saint Francis, county of Beauce and (Saint Odilon) Cranbourne, county of Dorchester, and bounded on the opposite side by the immoveable presently belonging to Mr. Napoléon Maheux, and to annex this territory to the school municipality of (Saint Odilon), Cranbourne, county of Dorchester. 1720

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas. 2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

1761

G. C. I.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bill privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quel que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend an act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

1762

C. L. C.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or act which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été proposé par le bureau ou conseil de la profession laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

omité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

" 5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

" 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

" 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

" 3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

1763

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

" 5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

" 2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

" 3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

" 3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,  
Clerk of the Legislative Assembly

1764

## Avis Divers

Avis public est par le présent donné que "The Canadian Northern Railway Company" vendra par encan public, mercredi, le 11 juin 1913, à dix heures a. m., dans le hangar au fret de la compagnie, rues Sainte-Catherine et Moreau, dans la cité de Montréal, les articles des bagage et fret non réclamés et en la possession de la compagnie pour l'espace de douze (12) mois.

1733 THE CANADIAN NORTHERN RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, le vent et la foudre de la paroisse de Saint-Raphaël", dans le comté de Bellechasse, s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que quarante trois souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscription pour la somme de \$35,000.00 est constituée en corps politique et incorporée en vertu du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Saint Raphaël, ce 28ième jour d'avril mil neuf cent treize.

GEORGES ROY,  
Président.  
EMILE BLOUIN,  
Secrétaire.

1757

Province de Québec, {  
Comté de Québec. }

VILLAGE DE LORETTEVILLE.

Avis public est par le présent donné par le sousigné, secrétaire-trésorier du conseil du comté de Québec, que, par arrêté ministériel en date du 23 avril courant, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver un règlement passé par le dit conseil de comté à sa session du 12 décembre dernier, et qui se lit comme suit :

Vu la requête présentée à ce conseil par le conseil municipal du village de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, demandant, pour les raisons y mentionnées, que le nom de la dite municipalité de village soit changé, et que la municipalité du dit village soit connue à l'avenir sous le nom de "La Municipalité du village de Loretteville" ;

Vu l'avis public de la présentation de la dite requête, dûment donné par le conseil du dit village ;

Et vu qu'il n'est fait aucune objection à la dite requête ;

A dater de l'entrée en vigueur du présent règlement, la municipalité du village de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette cessera de porter ce nom, et s'appellera "La Municipalité du village de Loretteville".

Que l'avis de cette approbation a été reçu par moi, le 24 du dit mois d'avril courant.

AMEDEE DORION,  
Sec.-trés. du conseil du comté de Québec,  
Charlesbourg, 28 avril 1913. 1781

## Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that the Canadian Northern Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, the 11th June, 1913, at ten o'clock a. m., in the freight shed of the company, at Sainte Catherine and Moreau streets, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage and freight which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months.

1734 THE CANADIAN NORTHERN RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that "The Mutual Fire, Wind and Lighthing Insurance Company of the parish of Saint Raphaël," in the county of Bellechasse, having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and forty three subscribers, having signed their names in the subscription book to the amount of \$35,000 00, in constituted a body politic and corporate in virtue of subparagraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, at Saint Raphaël, this 28th day of April, one thousand nine hundred and thirteen.

GEORGES ROY,  
President.  
EMILE BLOUIN,  
Secretary.

1758

Province of Quebec, }  
County of Quebec. }

VILLAGE OF LORETTEVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the council of the county of Quebec, that by an order in council, dated the twenty third day of April instant, His Honor the Lieutenant Governor in Council has been pleased to approve a by-law passed by the said county council at its session of the twelfth December last, and which reads as follows :

Seeing the petition presented to this council by the municipal council of the village of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, praying, for the reasons there in mentioned, that the name of the said village municipality be changed, and the municipality of the said village be hereafter known under the name of "The Municipality of the village of Loretteville."

Seeing the public notice of the presentation of said petition, duly given by the council of said village ;

And seeing that no objection is made to said petition ;

From the date of the coming into force of present by-law, the municipality of the village of Saint Ambroise de la Jeune Lorette shall cease to carry such name, and shall be known under the name of "The Municipality of the village of Loretteville."

And that notification of said approval has been received by me on the twenty fourth day of April instant.

AMEDEE DORION,  
Sec. treas. of the council of the county of Quebec,  
Charlesbourg, 28th April, 1913. 1782

Province de Québec,  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3744.  
Dame Georgiana Lecours, des cité et district de  
Montréal, épouse commune en biens de Auguste  
Courtois, menuisier, du même lieu, a, ce jour, intenté  
une action en séparation de biens contre son dit  
époux.

MONTY & DURANLEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 29 avril 1913. 1779

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 705

Dame Marie-Anne Caplette, du canton de Wotton,  
dans le district de Saint-François, épouse de  
Jean-Baptiste Charland, commerçant, du même  
lieu. Demanderesse ;

vs  
Le dit Jean-Baptiste Charland, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour,  
institué contre le défendeur.

O'BREADY & PANNETON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 25 avril 1913. 1755

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No 2817.

Dame Léontine A. Lafond, épouse de Raoul Au-  
guste Darche, agent, de la cité et du district de  
Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs  
Le dit Raoul Auguste Darche, du même lieu,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, le 21e jour d'avril 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,  
Avocats de la demanderesse.  
Montreal, 26 avril 1913. 1735

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No 72.

Dame Virginie Laberge, épouse commune en  
biens de Joseph Lafontaine, tous deux de la ville  
de Montréal, a, ce jour, intenté une action en  
séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 21 avril 1913. 1747

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No 120.

Dame Rose Anna Champagne, de Saint-Camille  
de Bellechasse, épouse de Joseph Alfred Tanguay,  
marchand, du même lieu, dûment autorisés à ester  
en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Joseph Alfred Tanguay, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée  
en cette cause, ce 18 avril 1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,  
ST. LAURENT & LAFERTÉ,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 18 avril 1913. 1653.2

Province de Québec—Cour Supérieure—No 2349  
District de Beauharnois.—Dame Philomène Couil-  
lard, de Valleyfield, dûment autorisée, a pris une  
action en séparation de biens contre son époux,  
Médard Bourcier, du même lieu, le 4 avril 1913.

ARTHUR PLANTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Valleyfield, 13 avril 1913. 1579.3

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 3744.  
Georgiana Lecours, of the city and district of  
Montreal, wife common as to property of Auguste  
Courtois, joiner, of the same place, has, this day,  
instituted an action for separation as to property  
against her husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal 29th April, 1913. 1780

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 705.

Dame Marie Anne Caplette, of the township of  
Wotton, in the district of Saint Francis, wife of  
Jean Baptiste Charland, trader, of the same  
place, Plaintiff ;

vs  
The said Jean Baptiste Charland, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted, this day, against the defendant.

O'BREADY & PANNETON,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 25th April, 1913. 1756

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 2817.

Dame Leontine A. Lafond, wife of Raoul Au-  
guste Darche, agent, of the city and district of  
Montreal, duly authorized to " ester en jus ice ",  
Plaintiff ;

vs  
The said Raoul Auguste Darche, of the same place,  
Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this cause, on the 21st day of April,  
1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 26th April, 1913. 1736

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 72.

Dame Virginie Laberge, wife common as to pro-  
perty of Joseph Lafontaine, both of the town of  
Maisonneuve, district of Montreal, has, this day,  
instituted an action for separation as to property  
against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 21st April, 1913. 1748

Province of Quebec, } *Superior Court*  
District of Quebec. }  
No. 120.

Dame Rose Anna Champagne, of Saint Camille de  
Bellechasse, wife of Joseph Alfred Tanguay, mer-  
chant, of the same place, duly authorized to  
" ester en justice ", Plaintiff ;

vs  
The said Alfred Tanguay, Defendant.  
An action for separation as to property has been  
instituted in this cause, on the 18th day of April,  
1913.

CHOQUETTE, GALIPEAULT,  
ST. LAURENT & LAFERTÉ,  
Attorneys for the plaintiff.  
Quebec, 18th April, 1913. 1654

Province of Quebec—Superior Court—No. 2349.  
—District of Beauharnois—Dame Philomène Couil-  
lard, of Valleyfield, duly authorized, have instituted  
an action as to property against her husband,  
Medard Bourcier, of the same place, the 4th April,  
1913.

ARTHUR PLANTE,  
Attorney for plaintiff.  
Valleyfield, 13th April, 1913. 1580

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3658.

Dame Elizabeth Thibodeau, épouse commune en biens de James Duff, tous deux de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, en ce jour, a intenté une action en séparation de biens contre son mari.

FONTAINE & LABELLE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 16 avril 1913. 1581.3

Cour supérieure.—Québec.  
 No 2150.

Dame Marie Félixine Shink, de Lauzon, épouse commune en biens de Joseph Roy, autrefois de Saint-Etienne de Beaumont, dernier domicile connu des dits époux, spécialement autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, par une ordonnance de l'un des honorables juges de la cour supérieure, pour le district de Québec, Demanderesse ; vs Joseph Roy, ci-devant de Saint-Etienne de Beaumont, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le vingt-cinquième jour de mars 1913.

FRANCŒUR & VIEN,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 72½, rue Saint-Pierre.  
 Québec, 23 avril 1913. 1663.2

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure*  
 No 6441.

Dame Léontine Caillé, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Alfred Beaudry, charretier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ; vs le dit Alfred Beaudry, charretier, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de mars mil neuf cent treize.

HECTOR TRUDEAU,  
 Avocat et procureur de la demanderesse.  
 Joliette, 15 mars 1913. 1681.2

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 6461.

Madame Maria Garipey, de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Théophile Horace Boulanger, mécanicien, de la ville de Joliette dans le district de Joliette, et dûment autorisée à ester en justice par un des juges de cette honorable cour, Demanderesse ; vs le dit Théophile Horace Boulanger, mécanicien de la ville de Joliette, dans le district de Joliette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de mars mil neuf cent treize.

HECTOR TRUDEAU,  
 Avocat et procureur de la demanderesse.  
 Joliette, 29 mars 1913. 1683.2

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 2586.

Dame Delvina Bilodeau, de Québec, épouse de Joseph Anaclot Pouliot, de Québec, menuisier, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Anaclot Pouliot, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour d'avril 1913.

CIMON & PARENT,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 15 avril 1913. 1559.3

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3658.

Dame Elizabeth Thibodeau, wife common as to property of James Duff, both of the town of Maisonneuve, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

FONTAINE & LABELLE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 16th April, 1913. 1582

Superior Court.—Quebec.  
 No. 2150.

Dame Marie Félixine Shink, of Lauzon, wife common as to property of Joseph Roy, formerly of Saint Etienne de Beaumont, last known domicile of the said consorta, especially authorised "à ester en justice", for the purposes hereof, by an order of one of the Honourable judge of the superior court for the district of Quebec, Plaintiff ; vs Joseph Roy, heretofore of Saint Etienne de Beaumont, presently of parts unknown, Defendant.

An action for separation as to property and bed and board has been instituted in this cause, on the twenty fifth day of March, 1913.

FRANCŒUR & VIEN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 72½, Saint Peter street.  
 Quebec, 23rd April, 1913. 1664

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No 6441.

Dame Leontine Caillé, of the town of Joliette, district of Joliette, wife common as to property of Alfred Beaudry, carter, of the same place, and by judgement of this court, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Alfred Beaudry, carter, of the town of Joliette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 15th of March, 1913.

HECTOR TRUDEAU,  
 Attorney for plaintiff.  
 Joliette, 15th March, 1913. 1682

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No. 6461.

Dame Maria Garipey, of the town of Joliette, district of Joliette, wife common as to property of Theophile Horace Boulanger, mechanic, of the town of Joliette, district of Joliette, and by judgment of this court, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Theophile Horace Boulanger, mechanic, of the town of Joliette, district of Joliette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 28th of March 1913.

HECTOR TRUDEAU,  
 Attorney for plaintiff.  
 Joliette, 29th march, 1913. 1684

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court*  
 No 2586

Dame Delvina Bilodeau, of Québec, wife of Joseph Anaclot Pouliot, of Québec, joiner, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Anaclot Pouliot, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventh day of April, 1913.

CIMON & PARENT,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Quebec, 15th April, 1913. 1560

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dame Anna Jalette, de la paroisse de Saint-Didace, dans le district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Joseph Barrette, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par un juge à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; vs le dit Joseph Barrette, commerçant, de la paroisse de Saint-Didace, dans le district de Trois-Rivières, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de juin 1912.

HECTOR TRUDEAU,  
Avocat et procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 11 juin 1912. 1685.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Adèle Dorilda Gonville, épouse commune en biens de Maxime Lavallée, entrepreneur, tous deux de la ville d'Outremont, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Maxime Lavallée, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le défendeur a été, ce jour, instituée en cette cause.

BESSETTE & DUTAUD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 23 avril 1913. 1687.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 509.

Dame Albina Gauthier, épouse commune en biens de Joseph Henri Achille Turmel, ouvrier, dûment autorisée à ester en justice, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Joseph Henri Achille Turmel, des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens contre la défendeur, a été instituée ce jour, en cette cause.

BERNARD & GADEOIS,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 8 avril 1913. 1513.3

No 657. Cour Supérieure. District de Saint-François.— Dame Marguerite Donahue, épouse commune en biens de Patrick G. Redmond, cultivateur, du canton de New Port, dit district, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ; contre le dit P. G. Redmond, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, Sherbrooke, 31 mars 1913.

LIONEL FOREST  
Procureur de la demanderesse.  
1363.5

Province de Québec.—District des Trois-Rivières.—No 422.—Cour Supérieure.—Dame Alma Dufour, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Albert Vadeboncoeur, journalier, de la cité des Trois-Rivières, étant dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Albert Vadeboncoeur, Défendeur. Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce troisième jour d'avril 1913.

DESILETS & DESILETS,  
Procureurs de la demanderesse.  
1399.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2596.

Dame Ernestine Bélanger, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Laliberté, du même lieu, a, le 4ème jour de mars 1913, institué une action en séparation de biens contre son mari, Samuel Laliberté.

BECY BENOIT,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 5 mars 1913. 1335.6

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

Dame Anna Jalette, of the parish of Saint Didace, district of Three Rivers, wife common as to property of Joseph Barrette, trader, of the same place, and by judgment of this court, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph Barrette, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the eleventh day of June, 1912.

HECTOR TRUDEAU,  
Attorney for the plaintiff.  
Three Rivers, 11th June, 1912. 1686

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*

Dame Adèle Dorilda Gonville, wife common as to property of Maxime Lavallée, contractor, both of the town of Outremont, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice," Plaintiff ;

vs

Maxime Lavallée, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

BESSETTE & DUTAUD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 23rd April, 1913. 1688

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 509.

Dame Albina Gauthier, wife common as to property of Joseph Henri Achille Turmel, laborer, duly authorized "à ester en justice", of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs

Joseph Henri Achille Turmel, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instructed, this day, in this cause.

BERNARD & GADEOIS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 8th April, 1913. 1514

No. 657. Superior Court. District of Saint Francis.—Dame Marguerite Donahue, duly authorize to "ester en justice aux fins des présentes", wife common as to property of Patrick G. Redmond, farmer, of the township of New Port, Plaintiff ; against the said P. G. Redmond, Defendant. An action for separation as to property has been instituted this day, Sherbrooke, 31st March, 1913.

LIONEL FOREST,  
Attorney for plaintiff.  
1364

Province of Quebec.—District of Three Rivers.—No. 422.—Superior Court.—Dame Alma Dufour, wife of Albert Vadeboncoeur, workman, of the city of Three Rivers, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Albert Vadeboncoeur, Defendant. An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause, this third day of April, 1913.

DESILETS & DESILETS,  
Attorneys for plaintiff.  
1400

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 2596.

Dame Ernestine Bélanger, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Laliberté, of the same place, has, on the 4th day of March, 1913, instituted an action for separation as to property against her husband, Samuel Laliberté.

BECY BENOIT,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 5th March, 1913. 1336

Province de Québec, }  
District de François. } *Cour Supérieure.*  
No 638.

Georgiana Dufresne, du canton de Windsor, dans le district de Saint-François, épouse de Hormisdas Deguire, cultivateur, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Hormisdas Deguire,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

O'BREADY & PANNETON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 mars 1913. 1319.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 325.

Dame Louisiana Boulais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Edmond Hamel, laitier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Edmond Hamel,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
& BEAULIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 mars 1913. 1313.5

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 6481.

Dame Herméline Perreault, de la paroisse de Saint-Paul, épouse de Léon Desrosiers, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Desrosiers,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

J. A. DUBEAU,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 16 avril 1913. 1605.3

*Cour Supérieure.—Quebec.*

No 160.

Geneviève Fecteau, de la ville de Lévis, épouse commune en biens du dit Alcide Côté, dûment autorisée à ester en justice.

Demanderesse ;

vs

Alcide Côté, de la ville de Lévis, charpentier,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 21 avril 1913, dans cette cause.

PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Procs. demanderesse.

Québec, 24 avril 1913. 1721.2

*Cour Supérieure.—Bedford.—No 9031.*

Dame Hermelia Berthiaume, du village de Roxton Falls, dans le district de Bedford, épouse de Uldéric Hébert, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Uldéric Hébert, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er avril 1913.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 7 avril 1913. 1437.4

Lucie Poulin, épouse de Louis Denis, menuisier, de Québec, a, le 28 mars courant, intenté une action en séparation de biens.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,  
DROUIN & GRENIER,

1317.5 Procureurs de la demanderesse.

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 638.

Georgiana Dufresne, of Windsor township, in the district of Saint Francis, wife of Hormisdas Deguire, farmer, of the same place,  
Plaintiff ;

vs

The said Hormisdas Deguire,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

O'BREADY & PANNETON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 19th March, 1913. 1320

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 325.

Dame Louisiana Boulais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edmond Hamel, milkman, of the same place, duly authorized "à ester en justice",  
Plaintiff ;

vs

The said Edmond Hamel,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

PELLETIER, LETOURNEAU  
& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 19th March, 1913. 1314

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court*  
No. 6481.

Dame Herméline Perreault, of the parish of Saint Paul, wife of Léon Desrosiers, butcher, of the same place, duly authorized to "ester en justice",  
Plaintiff ;

vs

The said Léon Desrosiers,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

J. A. DUBEAU,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 16th April, 1913. 1606

*Superior Court.—Quebec.*

No. 160.

Geneviève Fecteau, of the town of Lévis, wife common as to property of Alcide Côté, duly authorized "to ester en justice",

Plaintiff ;

vs

Alcide Côté, of the town of Lévis, carpenter,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st April, 1913.

PELLETIER, BELLEAU,

BAILLARGEON & BELLEAU,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 24th April, 1913. 1722

*Superior Court.—Bedford.—No. 9031.*

Dame Hermelia Berthiaume, of the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, wife of Uldéric Hébert, of the same place, judicially authorized to "ester en justice",  
Plaintiff ;

vs

Uldéric Hébert, of the same place. Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the first April, 1913.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 7th April, 1913. 1438

Lucie Poulin, wife of Louis Denis, joiner, of Québec, has, the 28th March instant, instituted an action for separation as to property.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,  
DROUIN & GRENIER,

1318 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
 No 5481.

Dame Marie-Louise Arpin, de la paroisse de Sainte-Victoire, dans le district de Richelieu, épouse commune en biens de Paul Plante, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs

Le dit Paul Plante, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause, le 31 mars 1913.

CARDIN & ALLARD,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sorel, 18 avril 1913. 1731.2

Le 6e jour de juin 1913, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1912, dans leurs divisions respectives.

P. A. PATERSON,  
 1645.2 Surintendant.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la loi des chemins de fer Canadiens, la Dominion Express Company vendra par encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 18e jour de juin 1913, tous les effets non réclamés qui sont en mains depuis avant le 1er juin 1912, aux bureaux dans la division Atlantique.

W. S. STOUT,  
 1643.2 Président et gérant général.

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 5481.

Dame Marie Louise Arpin, of the parish of Saint Victoire, district of Richelieu, wife common as to property of Paul Plante, farmer, of the same place, duly authorized to "ester en justice",  
 Plaintiff ;

vs

The said Paul Plante, Defendant.  
 An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause, the 31st day of March, 1913.

CARDIN & ALLARD,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sorel, 18th April, 1913. 1732

On 6th June, 1913, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1912, in their respective divisions.

P. A. PATERSON,  
 1646 Superintendent.

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Wednesday, 18th June, 1913, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to 1st June, 1912, at offices in the Atlantic division.

W. S. STOUT,  
 1644 President and general manager.

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Samuel Yatkosky, "The Canadian Cap Mfg. Co.", Montréal. Failli.

Avis est par le présent donné que, le 25e jour d'avril 1913, le susdit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire des susdits biens.

J. W. MICHAUD,  
 Gardien provisoire.  
 Bureau de Michaud & DesRosiers,  
 Comptables et liquidateurs,  
 55, rue Saint-François-Xavier.  
 Montréal, 25 avril 1913. 1753

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Amédé Lamy, Maisonneuve, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 19 mai 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,  
 P. H. DUFRESNE,  
 Curateurs.  
 Bâtisse Banque Nationale,  
 99, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 3 mai 1913. 1785

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Victoria Giroux, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 19 mai 1913.

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Samuel Yatkosky, "The Canadian Cap Mfg. Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of April, 1913, the above named insolvent has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

J. W. MICHAUD,  
 Provisional guardian.  
 Office of Michaud & DesRosiers,  
 Accountants and liquidators,  
 55, Saint François Xavier street, Montreal.  
 Montreal, 25th April, 1913. 1754

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Amédé Lamy, Maisonneuve, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 19th May, 1913.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,  
 P. H. DUFRESNE,  
 Curators.  
 Banque Nationale Building,  
 99, Saint James street.  
 Montreal, 3rd May, 1913. 1786

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Victoria Giroux, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 19th May, 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,  
P. H. DUFRESNE,  
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,  
99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 3 mai 1913. 1787

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de "The Dominion Quarry Co.,  
Ltée", Montréal, En liquidation.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé et sera payable à notre bureau, le ou  
après le 19 mai 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être  
déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-  
tionnée.

F. R. VINET,  
P. H. DUFRESNE,  
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,  
99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 6 mai 1913. 1789

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 76.

Dans l'affaire de J. Narcisse Gamelin, Montréal,  
Failli.  
Avis est donné que, le 25 avril 1913, le dit failli  
déposé son bilan au greffe de la cour supérieure,  
du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,  
Sub-gardiens provisoires.

99, rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 3 mai 1913. 1783

Ordre de Cour

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour de Circuit.*  
No. 1720.

Vendredi, le 18e jour d'avril 1913.

Présent : L'honorable F. O. Dugas, J. C. S.  
Eugène Tellier, Demandeur;

vs  
Ferdinand Villeneuve, Défendeur;

et  
Adélaré Villeneuve, Tiers-Saisie;

et  
Joseph Villeneuve *et al.*, Opposants.

Vu la requête du demandeur et l'allégation d'in-  
solvabilité du défendeur, il est ordonné que les  
créanciers du dit défendeur soient appelés, par un  
avis à être publié deux fois en langue française et  
deux fois en langue anglaise, dans la "Gazette  
Officielle de Québec", à produire leurs réclama-  
tions contre le dit défendeur, sous quinze jours de  
la première insertion du présent avis dans la dite  
"Gazette officielle de Québec".

Par le juge.

(Vraie copie),

DUCHARME & RIVEST,  
G. C. C.

1725.2

Any contestation of such dividand must be depo-  
sited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,  
P. H. DUFRESNE,  
Curators.

Banque Nationale Building,  
99, Saint James street.  
Montreal, 3rd May, 1913. 1788

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of "The Dominion Quarry Co., Ltd",  
Montreal, In liquidation.

A first and final dividand has been prepared and  
will be payable at our office, on or after 19th May,  
1913.

Any contestation of such dividand must be depo-  
sited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,  
P. H. DUFRESNE,  
Curators.

Banque Nationale Building,  
99, Saint James street.  
Montreal, 3rd May, 1913. 1790

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 76.

In the matter of J. Narcisse Gamelin, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th April,  
1913, the said insolvent has filed his statement in  
the protonotary's office of the district of Montreal,  
as provided by law.

VINET & DUFRESNE,  
Sub-provisional guardians.

99, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 3rd May, 1913. 1784

Order of the Court

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *In the Circuit Court.*  
No. 1720.

Friday, the 18th day of April, 1913.

Present : The Honorable F. O. Dugas, J. S. C.  
Eugène Tellier, Plaintiff;

vs  
Ferdinand Villeneuve, Defendant;

and  
Adélaré Villeneuve, Garnisher;

and  
Joseph Villeneuve *et al.*, Opposants.

Seeing the petition of the said plaintiff and the  
alleged insolvency of the said defendant, it is  
ordered that the creditors of the said defendant be  
called in by two publications in the french and en-  
glish languages in the "Quebec Official Gazette",  
and that its creditors do file their claims herein,  
within fifteen days from the date of the first in-  
sertion of the present order in the said "Quebec  
Official Gazette".

By the judge,

(True copy),

DUCHARME & RIVEST,  
C. C. C.

1726

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus au temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec. } **LOUIS NAPOLEON**  
District de Beauharnois. } **MASSON**, bourgeois,  
No 2331. } de la cité de Salaberry  
de Valleyfield, Demandeur; vs **REMI St JORON**,  
notaire, de la cité de Salaberry de Valleyfield, en  
sa qualité de curateur à la succession vacante de feu  
Murdock McDonald, en son vivant cultivateur, du  
canton de Dundee, dit district, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur, ès-qualité :  
Un morceau de terre sis et situé dans le canton  
de Dundee, et connu et désigné sur le plan et au  
livre de renvoi officiels, sous le No 6 B, du premier  
rang du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Saint-Agnès de Dundee, dans le  
comté de Huntingdon, district de Beauharnois,  
**VENDREDI**, le **SEIZIEME** jour de **MAI** prochain  
1913, à **ONZE** heures de l'avant-midi,

**JEAN-BTE D'AMOUR**,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 8 avril 1913. 1445.2  
[Première publication, 12 avril 1913.]

## Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Chicoutimi, à savoir : } **ARTHUR LABRIE**, ès-  
No 2091. } **QUALITÉ**; contre **ER-**  
**NEST PERRON**, de Saint-Charles Borromée.

1° Tout ce lopin de terre formant partie du lot  
connu et désigné au cadastre officiel pour le canton  
Bourget, sous le numéro 33, du premier rang de ce  
canton, lequel mesure 110 pieds de largeur de l'est  
à l'ouest, et 300 pieds de profondeur du sud au  
nord, et est borné vers le sud par le terrain des  
représentants de Alfred Nepton, vers le nord par  
le terrain de Jean Vachon, vers l'est par le terrain  
de Elzéar Gauthier—avec bâtisses, appartenances  
et dépendances.

2° Tout ce lopin de figure irrégulière, formant  
partie du lot connu et désigné au cadastre officiel  
du dit canton Bourget, sous le numéro 32-B, du  
premier rang de ce canton; borné vers l'ouest partie  
au terrain ci-dessus désigné et partie au terrain  
de M. Vachon, vers le nord au terrain de Elzéar  
Gauthier, suivant la clôture actuelle, vers l'est par  
le ruisseau descendant sur le dit lot 32-B, et suivant  
la berge du côté est de ce ruisseau, et vers le  
sud par une ligne parallèle au chemin de front et  
distante de 213 pieds du côté nord de ce chemin,  
avec dépendance. De plus, le terrain sur lequel se  
trouve l'écluse actuelle servant à barrer le ruisseau  
susdit du côté nord du terrain décrit en dernier  
lieu, avec en plus le droit d'élever le niveau de  
cette écluse de 9 pouces, et aux fins d'utiliser  
cette écluse, de laisser monter l'eau en aval sur le  
terrain de M. Gauthier, qui s'est engagé à ne réclamer  
aucune indemnité pour l'usage de ce terrain,  
avec en outre le droit de se servir de la route ac-

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.*

Province of Québec, } **LOUIS NAPOLEON**  
District of Beauharnois. } **MASSON**, "bourgeois", of the city of  
No. 2331. } Salaberry de Valleyfield, Plaintiff; vs **REMI S. JORON**, notary, of the city of Salaberry de Valleyfield, in his quality of curator to the vacant estate of the late Murdock McDonald, in his lifetime farmer, of township Dundee, aforesaid district, Defendant.

As belonging to the defendant "ès-qualité":  
A piece of land being and situate in the township  
of Dundee, and designated on the official plan and  
in the official book of reference, under No. 6-B, of  
the first range of the said township—with the  
buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Sainte Agnès de Dundee, in the county  
of Huntingdon, district of Beauharnois, on **FRIDAY**, the **SIXTEENTH** day of **MAY** next, 1913,  
at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**JEAN BTE D'AMOUR**,

Sheriff's office, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 8th April, 1913. 1446  
[First published, 12th April, 1913.]

## Sheriff's Sales—Chicoutimi

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Chicoutimi, to wit: } **ARTHUR LABRIE**, ES-  
No. 2091. } **QUALITÉ**, against  
**ERNEST PERRON**, of Saint Charles Borromée.

1. The whole of that small lot of land forming  
part of the lot known and designated on the official  
cadastre for township Bourget, under number 33, of  
the first range of the said township, said small lot  
measuring 110 feet in width from east to west, and  
300 feet in depth from south to north, and is  
bounded towards the south by Alfred Nepton's  
representatives' lot of land, towards the north by  
Jean Vachon's lot of land, towards the east by  
Elzéar Gauthier's lot of land—with buildings,  
appartenances and dependencies.

2. The whole of the small lot of land of irregular  
outline, forming part of the lot known and designated  
on the official cadastre for the said township  
Bourget, under number 32 B, of the first range of  
the said township; bounded towards the west partly  
by the aforesaid lot and partly by Mr. Vachon's  
land, towards the north by Elzéar Gauthier's land,  
following the existing fence, towards the east by  
the brook flowing through the said lot and following  
the east bank of the said brook, and towards the  
south by a line parallel to and at a distance of 213  
feet to the north side of the front road with dependencies.  
Moreover, the land upon which is erected  
the existing dam used for damming the aforesaid  
brook on the north side of the lot of land lastly  
described, with an addition thereto the right to  
raise the level of the dam nine inches, and for the  
purpose of using the same dam, to let the water  
rise in the direction of the stream on Mr. Gauthier's  
land, who has pledged himself not to claim

tuelle, d'une largeur d'environ 18 pieds, conduisant du chemin public au terrain sus-décrit, pour l'usage aussi du public pour se rendre au moulin à scie, aux charges de renclorre le terrain des côtés nord-est et sud, d'un pontage en croutes en aval de l'écluse, et d'un chemin pour l'utilité de M. Elzéar Gauthier et sa famille, et jusqu'à ce que le dit lot soit vendu par M. Gauthier, ce dit chemin devant être fait sur le lot vendu à Eugène Perron—ainsi que le moulin à scier et ses accessoires, grange et étable, dalles, écluses, moulages, chaînes et outils.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Charles Borromée, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Chicoutimi, 8 avril 1913. 1459.2  
[Première publication, 12 avril 1913].

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRAINS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No. 4381. } **LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires dans les cités et district de Montréal, Demanderesse; vs **"THE SAINT JOHNS LAND AND BUILDING COMPANY, LIMITED"**, corps politique et incorporé, ayant son principal siège d'affaires en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Défenderesse, savoir :

1° Un emplacement sis et situé au coin sud-ouest des rues Saint-Louis et Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro deux cent vingt trois (No 223)—avec une maison en briques et autres bâtisses dessus construites.

2° Un terrain sis et situé au côté est de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean susdite, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cinquante-quatre (No 54)—avec les bâtisses y érigées.

3° Un terrain sis et situé au côté sud de la rue Saint-Charles, dans la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro soixante et trois (No 63)—avec une bâtisse en briques servant de manufacture et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint Jean, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 5 avril 1913, 1451.2  
[Première publication, 12 avril 1913].]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **LA VILLE DE SAINT-JEAN**, No 37. } **JEAN**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre les terres et tenements de **DAME EVELINE BOUCHARD**, de la ville de

3

any indemnity for the use of this land, with also in addition thereto the right to use the present road of about 18 feet in width, leading from the public road to the above described land and also used by the public to go to the saw-mill, subject to the fencing of the land on the north east and south sides, the building of a slabbridge below the dam and a road for the use of Mr. Elzéar Gauthier and his family, and until the said lot be sold by Mr. Gauthier, this said road to be built on the lot sold to Eugène Perron—with the saw-mill and its accessories, barn and stable, sluices dams, millstones, chains and implements.

To be sold at the church door of Saint Charles Borromée, on the TWENTIETH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff office, Sheriff.  
Chicoutimi, 8th April, 1913. 1460  
[First published, 12th April, 1913]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 4381. } **LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**, body politic and incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **THE SAINT JOHNS LAND AND BUILDING COMPANY, LIMITED**, body politic and corporate, having its principal place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Defendant, to wit :

1. An emplacement lying and situate at the south west corner of Saint Louis and Champlain streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number two hundred and twenty three (No. 223)—with a brick house and other buildings thereon erected.

2. A piece of ground lying and situate on the east side of Champlain street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number fifty four (No. 54)—with the buildings thereon erected.

3. A piece of ground lying and situate on the south side of Saint Charles street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number sixty three (No. 63)—with a brick house being used as a factory and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the FOURTEENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 5th April, 1913. 1452  
[First published, 12th April, 1913.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **THE TOWN OF SAINT-JOHN**, No. 37. } **JEAN**, body politic and corporate, having its seat of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against the lands and tenements of **DAME EVELINE BOUCHARD**, of the town of

-5 MAI 1913

Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Absolon Prairie, Défenderesse.

Un terrain sis et situé à l'angle sud-est des rues Saint-Charles et Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent soixante et dix (No 170)—avec une maison en briques et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, au palais de justice, en la ville de Saint-Jean, la TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 8 avril 1913. 1449.2  
[Première publication, 12 avril 1913.]

Saint Johns, in the district of Iberville, widow of the late Absolon Prairie, Defendant.

A piece of ground lying and situate at the south east corner of Saint Charles and Jacques Cartier streets, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and seventy (No. 170)—with a brick house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the THIRTEENTH day of the month of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 5th April, 1913. 1450  
[First published, 12th April, 1913].

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Montmagny, à savoir : } EUGENE BOUFFARD,  
No 1108. } Demandeur ; contre  
JOSEPH BOUTIN, cultivateur, de Sainte-Sabine,  
Défendeur.

1° La juste moitié nord-ouest du lot numéro quarante quatre, du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Bellechasse, comté de Bellechasse, contenant environ cinquante acres.

2° Le lot numéro quarante-trois, du cadastre officiel pour le deuxième rang du susdit canton Bellechasse, moins un quart d'arpent de large sur la profondeur du lot, à distraire du côté sud-ouest du dit lot, appartenant à la Cie Tanguay & Chabot ; sujet toutefois à la vente de coupe de bois pour vingt ans consentis à Tanguay, Chabot & Cie, devant le notaire Rouleau, le 26 mai 1908—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Sabine, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1913), à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 avril 1913. 1479.2  
[Première publication, 12 avril 1913].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir : } ERASME CARON, cul  
No 154. } tivateur, de Saint-Damase, Demandeur ; contre THE QUEBEC CONTRACTING CO, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement d'affaires à l'endroit appelé Le Bras d'Apic, comté de L'Islet, Défendeur ; et Mtre Maurice Rousseau, procureur distrayant.

1° Les lots numéros quatre et cinq, connus et désignés au cadastre officiel du rang A, du canton Fournier, dans le comté de L'Islet, contenant environ deux cents acres en superficie.

2° Un demi lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du rang A, du canton Ashford, comté de L'Islet ; borné nord à Pierre Blier, sud à Philéas Pelletier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damase, le QUINZIEME jour de MAI prochain 1913, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 9 avril 1913. 1477.2  
[Première publication, 12 avril 1913].

### Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Montmagny, to wit : } EUGENE BOUFFARD,  
No. 1108. } Plaintiff ; against  
JOSEPH BOUTIN, farmer, of Sainte Sabine,  
Defendant.

1. The exact north west half of lot number forty four, of the official cadastre for the second range of the township Bellechasse, county of Bellechasse, containing about fifty acres.

2. Lot number forty three of the official cadastre for the second range of the aforesaid township of Bellechasse, minus a quarter of an arpent in width on the depth of the lot, to be taken from the south west side of the said lot, belonging to the Cie Tanguay & Chabot ; subject however to the sale of the cut of timber for twenty years in favor of Tanguay, Chabot & Cie, before notary Rouleau, on the 26th May, 1908—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sabine, on the THIRTEENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny 9th April, 1913. 1480  
[First published, 12th April, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny

Montmagny, to wit : } ERASME CARON, farm-  
No 154. } er, of Saint-Damase, Plaintiff ; against THE QUEBEC CONTRACTING CO., a body politic and corporate, having its chief place of business at the place called "Le Bras d'Apic", county of L'Islet, Defendant ; and Mtre Maurice Rousseau, attorney distrayant.

1. The lots known and designated under numbers four and five, of the official cadastre of range A, of township Fournier, in the county of L'Islet, containing about two hundred acres in superficie.

2. The half of the lot of land known and designated on the official cadastre of range A, township Ashford, county of L'Islet ; bounded to the north by Pierre Blier, to the south by Philéas Pelletier—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Damase, on the FIFTEENTH day of MAY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 9th April, 1913. 1478  
[First published, 12th April, 1913.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JEAN-BAPTISTE DE-**  
 No 650. } **GUISE ET AL, ES QUAL.,**  
 Demandeurs ; contre **LOUIS LONGPRE ET AL,**  
 Défendeurs.

Un lot de terre située dans la cité de Maisonneuve, étant la redivision officielle numéro huit cent soixante-trois, d'une partie du lot principal numéro un A (1 A-863), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant vingt-sept pieds de largeur par cent pieds de profondeur ; borné en front par la rue Adams, avec l'usage en commun de la ruelle en arrière du dit lot—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 30 mai 1913. Shérif. 1823  
 [Première publication, 3 mai 1913.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JEAN BAPTISTE DEGUISE**  
 No. 650. } **ET AL, ES-QUAL., Plaintiffs ;**  
 against **LOUIS LONGPRE ET AL, Defendants.**

A lot of land situate in the city of Maisonneuve, being the official redivision number eight hundred and sixty three, of a part of the principal lots number one A (1 A-863), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing twenty seven feet in width by one hundred feet in depth ; bounded in front by Adam street, with the use in common of the lane in the rear of the said lot—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 30th May, 1913. Sheriff. 1824  
 [First published, 3rd May, 1913].

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **A MEDEE MARC LAURIN,**  
 No 3441. } Demandeur ; vs **ALFRED**  
**DEGUIRE DIT LAROSE, Défendeur, à savoir :**

Un lot de terre ou emplacement portant le numéro vingt-trois (23), de la re-subdivision du lot vingt-cinq (25), de la subdivision du lot numéro douze (12), dans le deuxième rang, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa — avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 28 avril 1913. Shérif. 1827  
 [Première publication, 3 mai 1913].

## Sheriff's Sales—Ottawa

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } **A MEDEE MARC LAURIN,**  
 No. 3441. } Plaintiff ; vs **ALFRED**  
**DEGUIRE DIT LAROSE, Defendant, to wit :**

A lot of land or emplacement bearing the number twenty three (23), of the re-subdivision of the lot twenty five (25), of the subdivision of the lot number twelve (12), in the second range, of the official plan and book of reference of the township of Buckingham, in the district of Ottawa—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the THIRD day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Hull, 28th April, 1913. Sheriff. 1828  
 [First published, 3rd May, 1913]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **JOSEPH SHEHYN, de Qué-**  
 No 1359. } bec, marchand, faisant af-  
 faires à Québec comme tel, sous le nom de McCall, Shehyn & Co; contre **DEMOISELLES JULIE BOUCHER** et **CECILIE BOUCHER, de Québec, faisant ci-devant affaires en société, à Québec, comme**

## Sheriff's Sales—Quebec

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS

Québec, to wit: } **JOSEPH SHEHYN, of Qué-**  
 No. 1359 } bec, merchant, carrying  
 on business at Québec, under the name of McCall, Shehyn & Co, against **MISSES JULIE BOUCHER** and **CECILIE BOUCHER, of Québec, heretofore carrying on business in partnership, at Québec, as**

marchandes publiques, sous le nom de J. & C. Boucher, à savoir :

Le lot No 131 (cent trente et un), des subdivisions du lot No 508 (cinq cent huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, de Québec, quartier Limoilou, étant un emplacement situé sur la cinquième rue—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 30 avril 1913.  
ED. BEGIN, Député shérif. 1825  
[Première publication, 3 mai 1913.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, corporation No 2058. }  
légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec ; vs CHARLES VERGE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 2674 (deux mille six cent soixante-quatorze) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Sainte-Ursule—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 10 avril 1913.  
CLEOPHAS BLOUIN, Shérif. 1489.2  
[Première publication, 12 avril 1913.]

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure—District de Saint-François.  
Saint-François, à savoir : } ERNEST SYLVES- }  
No 620. } TRE, de la cité de }  
Sherbrooke, district de Saint-François, notaire, }  
Demandeur ; contre ROBERT PARKS, de la cité }  
de Sherbrooke, district de Saint-François, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, à savoir :  
Ce certain morceau de terre situé dans le village de Beaulac, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme étant un emplacement formé des lots numéros soixante et cinq (65), quatre-vingt-trois (83) et cent (100), sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels pour le dit village de Beaulac—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Sherbrooke, 8 avril 1913.  
HENRY AYLMEK, Shérif. 1481.2  
[Première publication, 12 avril 1913.]

public traders, under the name of J. & C. Boucher, to wit :

The lot number 131 (one hundred and thirty-one), of the subdivision of lot No. 508 (five hundred and eight), of the official cadastre for the parish of North Saint-Roch, of Quebec, Limoilou ward, being an emplacement situate on fifth street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 30th April, 1913.  
ED. BEGIN, Sheriff. 1826  
[First published, 3rd May, 1913.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, }  
No. 2058. } a legal corporation, having }  
its chief place of business in the city of Quebec ; }  
vs CHARLES VERGE, of the city of Quebec, to }  
wit :

The lot No. 2674 (two thousand six hundred and seventy four), of the official cadastre for Saint Louis ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Ursule street—with the building erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 10th April, 1913.  
CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff. 1490  
[First published, 12th April, 1913.]

**Sheriff's Sales—St. Francis**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Saint Francis.  
Saint Francis, to wit : } ERNEST SYLVES- }  
No. 620. } TRE, of the city of }  
Sherbrooke, district of Saint Francis, notary, }  
Plaintiff ; against ROBERT PARKS, of the city of }  
Sherbrooke, district of Saint Francis, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :  
That certain piece of land situate in the village of Beaulac, in the county of Wolfe, known and designated as being an emplacement formed of the lots numbers sixty five (65), eighty three (83) and one hundred (100), on the official plan and in the book of reference for the said village of Beaulac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Olivier de Garthby, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 8th April, 1913.  
HENRY AYLMEK, Sheriff. 1482  
[First published, 12th April, 1913.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH ONESIME**  
No. 134. } **LEHOULLIER,**

Demandeur ; contre **NARCISSE BOULANGER,**  
Défendeur.

Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Narcisse, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-deux (382), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, contenant deux arpents de front sur vingt-cinq arpents de profondeur ; prenant son front au chemin public du deuxième rang, se terminant en profondeur au troisième rang, et joignant des deux côtés à Ernest Goyette.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse, le **TREIZIÈME** jour de **MAL** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 9 avril 1913.

Shérif.

1483.2

[Première publication, 12 avril 1913.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH ONESIME**  
No. 134. } **LEHOULLIER,**

Plaintiff ; against **NARCISSE BOULANGER,**  
Defendant.

A farm situated in the second range of the parish of Saint Narcisse, known and designated under number three hundred and eighty two (382), on the official cadastre for the parish of Saint Narcisse, containing two arpents in front by twenty five arpents in depth ; bounded in front by the public road of the second range, and in depth by the third range, and adjoining on both sides to Ernest Goyette.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse, on the **THIRTEENTH** day of **MAY** next, at **ONE** o'clock in the afternoon.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's office,

Three Rivers, 9th April, 1913.

Sheriff.

1484

[First published, 12th April, 1913.]

## Avis du Gouvernement

La compagnie "S. J. Clarke Publishing Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James A. Dailey, de Montréal.

**C. J. SIMARD,**

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 22 avril 1913.

1743

No 4480.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Henri de Brome, tout le territoire suivant de la municipalité scolaire de Brome, comprenant les lots Nos 415 à 482 du 4ème rang, 483 à 578 du 5ème rang, 677 à 729 du 6ème rang, 730 à 829 du 7ème rang, 983 à 1005 du 8ème rang, 1006 à 1021 du 9ème rang, 1306 à 1324 du 10ème rang, 1325 à 1341 du 11ème rang, tous du cadastre officiel du canton de Brome, comté de Brome.

1801

No 2011.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher les

## Government Notices

The "S. J. Clarke Publishing Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James A. Dailey, of Montreal.

**C. J. SIMARD,**

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 22nd April, 1913.

1744

No. 4480.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 30th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Saint-Henri de Brome, the whole of the following territory of the school municipality of Brome, including the lots Nos 415 to 482 of the 4th range, 483 to 578 of the 5th range, 677 to 729 of the 6th range, 730 to 829 of the 7th range, 983 to 1005 of the 8th range, 1006 to 1021 of the 9th range, 1306 to 1324 of the 10th range, 1325 to 1341 of the 11th range, all of the official cadastre of Brome, county of Brome.

1802

No. 2011.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 29th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to

lots Nos 1 à 21, inclusivement, du 4e rang du canton Fournier; les lots Nos 1 à 33, inclusivement, du 5e rang, même canton, et de prendre aussi les lots Nos 1 à 43, inclusivement, des rangs 6, 7, 8 et 9, même canton, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire du Lac-Noir, comté de L'Islet. 1799

No 3162.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 30 avril 1913.

En vertu des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de St-Pie, comté de Bagot, les biens-fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, les Nos 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39, et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Hyacinthe.

1797

No. 1479.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 avril 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire du canton Campbell, Labelle, les lots Nos 18 à 31, inclusivement, du 1er rang du canton Campbell, et les lots Nos 12 à 33, inclusivement, du 2e rang du dit canton.

2° De la municipalité scolaire de Robertson & Pope, même comté, les lots Nos 52 à 59, inclusivement, du 2e rang du canton Robertson, les lots Nos 43 à 59, inclusivement, du 3e rang, les lots Nos 43 à 52, inclusivement, du 4e rang du canton Robertson, et les lots Nos 1 à 6, inclusivement, du 3e rang du canton Pope, et d'ériger tous les lots ci-dessus en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame-de-Fourvière. 1793

No 814.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 avril 1913.

En vertu des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Beauport, comté de Québec, tous les biens-fonds compris dans les limites assignées à la municipalité rurale du village Giffard, érigée par la loi George V, chapitre 77, et de plus les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, qui forment partie de la municipalité scolaire de Beauport, savoir : les Nos 227 à 739, et 741, 742, 742a, 743, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Giffard".

1795

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. François-Xavier Caron, cultivateur, du village des Aulnaies, comté de L'Islet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de beurrerie, Pointe Rouge", avec sa principale place d'affaires au village des Aulnaies, dans le comté de L'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage,

détach the lots Nos. 1 to 21, inclusively, of the 4th range, of the township Fournier; the lots Nos. 1 to 33, inclusively, of the 5th range, same township, and to take also the lots Nos. 1 to 43, inclusively, of ranges 6, 7, 8 and 9, same township, which do not form part of any school municipality and to annex the whole of this territory to the school municipality of Lac-Noir, county of L'Islet. 1800

No. 3162.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 30th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Pie, county of Bagot, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Notre-Dame of Saint-Hyacinthe, county of Saint Hyacinthe, the Nos. 33, 34, 35, 36, 37, 38 and 39, and to annex same to the school municipality of the parish of Saint Hyacinthe. 1798

No. 1479.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 29th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach :

1. From the school municipality of township Campbell, Labelle, the lots Nos. 18, to 32, inclusively, of the 1st range of township Campbell, and the lots Nos. 12 to 33, inclusively, of the 2nd range of the said township.

2. From the school municipality of Robertson and Pope, same county, the lots Nos. 52, to 59 inclusively, of the 2nd range of township Robertson, the lots Nos. 43 to 52, inclusively, of the 4th range of township Robertson, and the lots Nos. 1 to 6, inclusively, of the 3rd range of township Pope, and to erect all the above lots into a separate school municipality, under the name of Notre-Dame de Fourvière. 1794

No. 814.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 29th April, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Beauport, county of Quebec, the whole of the lots comprised within the rural municipality of the village of Giffard, erected by act George V, chapter 77, and in addition thereto the following lots of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, which form part of the school municipality of Beauport, to wit : Nos 227 to 739, and 741, 742, 742a, 743, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality under the name of "Village de Giffard".

1796

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. François Xavier Caron, farmer, and others, of village des Aulnaies, county of L'Islet, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Pointe Rouge Butter Factory Cooperative Agricultural Association", with its chief place of business at village des Aulnaies, in the county of L'Islet.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase

ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingt-huitième jour du mois d'avril 1913.

JOS. ED. CARON,  
1805 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Avis public est par les présentes donné que les cercles agricoles ci-après mentionnés, ayant transmis au ministère de l'agriculture les déclarations voulues par la loi, et s'étant conformés à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ces cercles qui sont, par les présentes, constitués en corporation.

Dans le comté de Matane, le cercle ci-dessous est est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue de Kempt".

Dans le comté de Stanstead, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du village d'Ayer's-Cliff".

JOS. ED. CARON,  
Ministre de l'agriculture et de la voirie,  
Québec, 29 avril 1913. 1803

#### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 30 avril 1913.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil.

Il est ordonné que les règlements ci-dessous concernant la Loi des Vues Animées soient adoptés et que tous les règlements y ayant rapport publiés auparavant sont par le présent revocés et annulés.

WM LEARMONTH,  
Greffier Conseil Exécutif, intérimaire.

#### BUREAU DE CENSURE DE VUES ANIMEES.

Règlements relatifs aux exhibitions de vues animées dans la province de Québec.

Aux termes de la loi 3 George V, chapitre 36.

I. Toute personne se proposant d'employer, dans la province, des films ou autres appareils de ce genre, pour les exhibitions de vues animées, au moyen de cinématographe, machine de vues animées ou autres moyens semblables sera tenue, à partir du 1er mai 1913, de faire auparavant examiner ces films par le Bureau de Censure des vues animées de la province, au local de la Commission, situé au No 63, rue Saint-Gabriel, Montréal, et de se conformer aux règlements établis, relativement à cet examen.

II. Le Bureau de Censure approuvera, modifiera ou condamnera les vues, après les avoir examinées. L'approbation du Bureau de Censure et l'autorisation donnée par lui de faire usage d'un film sera imprimée et photographiée sur une pellicule, laquelle sera attachée en tête du rouleau approuvé, au moyen de colle ou ciment, immédiatement après le titre et devra être projeté sur l'écran, de façon claire et lisible, assez longtemps pour que les assistants puissent le lire facilement, avant la représentation du sujet approuvé. Cette autorisation sera ainsi imprimée et photographiée dans les deux langues et portera la signature du président, en "fac simile", ou du président suppléant et du secrétaire, de même que les armes de la province. Trois pieds de pellicule à cet effet seront fournis gratuitement par le bureau. L'approbation du bureau sera en plus imprimé en relief sur le film approuvé.

III. Une étiquette contenant, en caractères per-

and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Québec authorizes the formation of the said association.

Dated at Québec, this twenty eighth day of April, 1913.

JOS. ED. CARON,  
1806 Minister of Agriculture and Roads.

Public notice is hereby given that the farmers clubs hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such clubs, which are hereby constituted in corporations.

In the county of Matane, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Antoine de Padoue de Kempt".

In the county of Stanstead, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the municipality of the village of Ayer's-Cliff".

JOS. ED. CARON,  
Minister of Agriculture and Roads,  
Québec, 29th April, 1913. 1804

#### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 30th April, 1913.

Présent : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the hereunder regulations concerning the Moving Picture Law be adopted, and that all regulations relating to the same, previously published are hereby revoked and cancelled.

WM LEARMONTH,  
Clerk Executive Council per interim.

#### BOARD OF CENSORS OF MOVING PICTURES

Regulations respecting exhibitions of moving pictures in the province of Québec.

Passed pursuant to the Act 3 Georges V, chap. 36.

I. Every person intending to use, in the province, any film or any like device for the purpose of exhibiting moving pictures by means of a cinematograph, moving picture machine or other like means, shall, after the 1st May, 1913, cause such film to be examined by the board of censors of moving pictures of the province of Québec, at the office of the board, No. 63, Saint Gabriel street, Montreal, and observe all the regulations established in connection with such examination.

II. The board of censors shall authorize, modify or prohibit any film, after examination. The authorization of the board to use any film shall be stamped thereon, immediately after the title, attached to it with cement in such manner that the words photographed shall be visible on the screen and may be easily read before the representation of the subject as approved. This authorization shall be so stamped in both languages, and bear the signature in "fac simile" of the president or of the acting president and of the secretary, as well as the arms of the province. Furthermore, the authorization of the board will be stamped on the film by means of a steel die. Films for this purpose shall be prepared for the board, and three feet for each title furnished without charge.

III. A perforated tag, signed by the president,

forés, le titre du film examiné, le nom du fabricant, celui de son agent et le numéro de la censure, sera attaché au rouleau examiné, pour l'accompagner constamment et servir de preuve authentique que tel rouleau a été approuvé ou condamné, après examen. Une carte similaire sera conservée dans les archives du bureau.

IV. En même temps qu'il sera présenté un film pour examen, l'applicant devra produire un reçu numéroté du percepteur du revenu provincial pour le district de Montréal, attestant que la somme de un dollar a été payée, en rapport avec tel examen. Le numéro de ce reçu sera adopté par le bureau de censure et affixé sur chaque carte et étiquette. Si ce reçu n'est pas produit, l'examen sera refusé.

V. Toute personne désirant faire examiner des films devra fournir, au moins trois jours à l'avance, au secrétaire du bureau une liste contenant le titre de ces films, avec le nom du fabricant et celui de son agent dans la province, et une entrée sera faite immédiatement dans un livre tenu à cet effet. Les films soumis par chaque agence seront examinés de suite et sans interruption.

VI. Le Bureau de Censure, tout en prenant les précautions convenables et en ne confiant les films qu'à des opérateurs expérimentés, ne sera responsable d'aucun dommage accidentel qui pourrait leur être causé pendant qu'il seront sous sa garde pour les fins de l'examen.

VII.—Et toute personne faisant usage d'un film condamné, ou d'une partie de tel film, ou d'un film qui n'aura pas été auparavant soumis à la censure sera coupable de contravention à la loi et sujette aux pénalités y édictées.

VIII. Le Bureau de Censure recevra tous les jours de la semaine; les dimanches et jours de fête excepté, de neuf heures et demie du matin à midi, les films à être examinés et remettre ceux qui ont été examinés. A midi le bureau sera fermé au public.

IX. Sur paiement de la somme de cinquante cents, le secrétaire du bureau fournira une copie certifiée de tout document, règlement ou ordonnance du Bureau de Censure.

X. Un double de l'autorisation du bureau de censure sera fourni par le bureau au cas de destruction de l'autorisation originale, sur paiement de cinquante cents pour chaque double.

XI. Un avis imprimé dans les deux langues et en gros caractères devra être placé bien en vue, à la porte ou dans le couloir d'entrée de tout théâtre ou salle de vues animées, à la diligence du propriétaire ou du locataire, à l'effet que dans ce théâtre ou cette salle on n'expose que des vues approuvées par le bureau de censure.

XII. Le bureau de censure, s'il le juge à propos, pourra, en tout temps exiger qu'on lui rapporte un film déjà approuvé, afin d'en faire un nouvel examen, de le modifier, le condamner ou l'approuver de nouveau.

XIII. Le président ou en son absence, ou incapacité d'agir, le président suppléant convoquera les membres en assemblée, lorsqu'il sera jugé à propos.

1831

on which the name of the film will be printed and perforated, as well as that of the maker and of the film exchange and the number of the censure shall be attached to the film to be kept with it, while in this province, and shall be the evidence that such film has been authorized or prohibited after examination. A corresponding card will be filed of record with the board.

IV. Whenever a film is submitted for examination, a numbered receipt from the collector of provincial revenue of the district of Montreal, shall be produced, attesting that the sum of one dollar has been paid by the applicant, in connection with such examination. The number of this receipt shall be accepted by the Board of Censors and printed in the manner aforesaid on the card and the tag. Unless such receipt is produced, the examination will not be proceeded with.

V. Every person desiring to have films examined shall furnish the secretary of the board, at least three days in advance, with a list giving the title of each film, together with the name of the maker and the name of the film exchange, in this province, and an entry thereof will be made in a book kept for this purpose. Each film exchange will have its films examined together and without interruption.

VI. The board of censors, although due care will be taken of the films, while in its custody for the purpose of examination, and although careful and efficient operators only will operate the machine, shall not be responsible for any damage accidentally suffered by the films.

VII. And every person using a film or a part thereof prohibited by the board or not previously examined and approved shall be guilty of an offence within the meaning of the act, and be liable to all penalties therein enacted.

VIII. The board of censors will receive every day, except Sundays and holidays, the films to be examined and will deliver the same after examination from nine thirty in the forenoon till twelve o'clock. At noon the office will be closed to the public.

IX. On payment of the sum of fifty cents, the secretary of the board will deliver a certified copy of any document, regulation or ordinance of the board of censors.

X. A duplicate of a former approval of the board will be delivered to any holder of films, in consequence of the former having been destroyed, on payment of fifty cents for each such duplicate.

XI. A notice, printed in both languages, in large type, shall be conspicuously posted at the door or in the lobby of every theatre or moving picture hall, on the application of the owner or lessee, stating that approved pictures only are shown in such theatre or hall.

XII. The board of censors, if it deems it expedient, may, at any time, require a film previously approved to be brought back in order that it may be re-examined and modified, prohibited or approved a new.

XIII. The president, or in his absence or incapacity to act, the acting president shall call meetings of the board whenever it is deemed expedient.

1832

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*  
 Comté de Bonaventure. }  
 No 2181.

Catherine Quinn, épouse de Henry Quinn, contre-  
 maître, de Escuminac, dans le comté de Bon-  
 aventure, dans le district de Gaspé, dûment auto-  
 risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
 Le dit Henry Quinn, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a  
 été préparée en cette cour, le deuxième jour du  
 mois d'avril 1913.

JOHN HALL KELLY,  
 Procureur de la demanderesse.  
 New Carlisle, 29 avril 1913. 1807

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Gaspe, } *Superior Court.*  
 County of Bonaventure. }  
 No. 2181.

Catherine Quinn, wife of Henry Quinn, foreman,  
 of Escuminac, in the county of Bonaventure, in  
 the district of Gaspe, duly authorized "à ester en  
 justice", Plaintiff ;

vs  
 The said Henry Quinn, Defendant.  
 An action for separation from bed and board has  
 been taken herein, on the second day of the month  
 of April, 1913.

JOHN HALL KELLY,  
 Attorney for plaintiff.  
 New Carlisle, 29th April, 1913. 1808

## Avis de Faillites

*District de Montreal.*

Dans l'affaire de Melle Jennie Gross, modiste, de la  
 ville de Montréal, Faillie.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
 jusqu'au 17 mai 1913, date après laquelle ce divi-  
 dende sera payable à mon bureau.

A. LAMARCHE,  
 Curateur.

107, Rue Saint-Jacques,  
 Suite 506, Edifice Royal Trust.  
 Montréal, 30 avril 1913. 1821

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Melle Odila Grisé, modiste, de la  
 ville de Montréal, Insolvable.  
 Avis est par les présentes donné que la dite insolv-  
 able a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses  
 biens pour le bénéfice de ses créanciers.

EUGENE PREVOST,  
 Député gardien provisoire.

107, rue Saint-Jacques,  
 Suite 506, Edifice Royal Trust.  
 Montréal, 29 avril 1913. 1819

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Jean Baptiste Charland, commer-  
 çant du canton de Wotton, district de Saint-  
 François, Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit failli  
 a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
 prothonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke,  
 dans le district de Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,  
 Sub-gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
 155, rue Wellington.  
 Sherbrooke, 24 avril 1913. 1817

Dans l'affaire de Gédéon Godon, hôtelier, La Ma-  
 caza, Insolvable.  
 Avis vous est par le présent donné que le dit  
 Gédéon Godon a fait à la cour cession judiciaire de  
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que  
 j'ai été nommé gardien provisoire.

Les réclamations assermentées doivent être en-  
 voyées au soussigné aussitôt que possible, d'ici à  
 un mois.

J. E. COUTURE,  
 Gardien provisoire.

Hull, 26 avril 1913. 1815

## Bankrupt Notices

*District of Montreal.*

In the matter of Miss Jennie Gross, millner, of the  
 city of Montreal, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in the above matter and will be opened to objection  
 until 17th May, 1913, after which date this divi-  
 dend will be payable at my office.

A. LAMARCHE,  
 Curator.

107, Saint James street,  
 Suite 506, Royal Trust Bldg.  
 Montreal, 30th April, 1913. 1822

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court*  
 In the matter of Miss Odila Grisé, milliner, of the  
 city of Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent  
 has this day, made a judicial assignment of her  
 property, for the benefit of her creditors.

EUGENE PREVOST,  
 Deputy provisional guardian.

107, Saint James street,  
 Suite 506, Royal Trust Bldg.  
 Montreal, 29th April, 1913. 1820

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 In the matter of Jean Baptiste Charland, trader, of  
 Wotton township, district of Saint Francis,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has  
 made, this day, a judicial abandonment of all his  
 assets for the benefit of his creditors, at the office  
 of the prothonotary of the superior court, at Sher-  
 brooke, in the district of Saint Francis.

GEDEON E. BEGIN,  
 Sub-provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,  
 155, Wellington street.  
 Sherbrooke, 24th April, 1913. 1818

In the matter of Gédéon Godon, hotelkeeper, La  
 Macaza, Insolvent.  
 Notice is hereby given that said Gédéon Godon  
 has made to the court a judicial assignment for the  
 benefit of his creditors, and that I have been ap-  
 pointed provisional guardian.

Sworn claims must be send within a month.

J. E. COUTURE,  
 Provisional guardian.

Hull, 26th April, 1913. 1816

## District de Québec.

*In re* Nap. Brousseau, Saint-Benjamin,  
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 25 avril 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 30 avril 1913. 1809

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Emile Larose, Montréal, Insolvable.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à objection jusqu'au 18 mai 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux : 408. Edifice "Power".  
Montréal, 30 avril 1913. 1811

Province de Québec, }  
District de Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de H. W. Thauvette, Nominique,  
Que., Falli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende sur les réclamations privilégiées seulement, a été préparé en cette affaire, et sera payable au No 55, Saint François-Xavier, Montréal, le ou après le 20 mai 1913.

Les contestations de ce dividende devront nous être produites avant la date sus-mentionnées.

P. J. CHARTRAND,  
de Montréal,

J. E. COUTURE,  
de Hull.  
Curteurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint François-Xavier,  
Montréal. 1813

## Ordre de Cour

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1279.

Montreal Star Publishing Co., Limited,  
Demanderesse ;

vs

Dominion Automatic Train Control Co.,  
Défenderesse ;

et

Transportation Building Co., Limited,  
Opposante.

Le 28e jour d'avril 1913, sur l'ordre de l'Honorable M. le juge Guérin, donné en vue de l'obligation de faillite de la dite défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse qui n'ont pas encore produit leurs réclamations sont maintenant requis de les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, sous quinze (15) jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle de Québec", conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,  
Député P. C. S.

CLAXTON & KER,  
Procureurs de l'opposante. 1791

## District of Quebec.

*In re* Nap. Brousseau, Saint Benjamin,  
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 25th April, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 30th April, 1913. 1810

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Emile Larose, Montreal, Insolvent.

A second and final divided has been prepared in this matter and will be opened to objection until 18th May, 1913, after which date the dividend will be payable at my office, 83, Craig street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office : 408, "Power Bldg".  
Montreal, 30th April, 1913. 1812

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*

In the matter of H. W. Thauvette, Nominique,  
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend, on privileged claims only, has been prepared in this matter, and will be payable at No. 55, Saint François Xavier street, Montreal, on or after the 20th of May, 1913.

Any contestation of said dividend must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,  
of Montreal,

J. E. COUTURE,  
of Hull,  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon:  
55, Saint François Xavier Street.  
Montreal. 1814

## Order of the Court

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1279.

Montreal Star Publishing Co., Limited,  
Plaintiff ;

vs

Dominion Automatic Train Control Co.,  
Defendant ;

and

Transportation Building Co., Limited,  
Opposant.

On the 28th day of April, 1913, upon the order of the Honourable Mr. Justice Guerin, given in view of the allegation of insolvency of the said defendant, the creditors of the said defendant who have not already produced their claims are now called to produce them in this case, at the office of the protonotary of the superior court for this district of Montreal, within fifteen (15) days from the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette", in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,  
Deputy P. S. C.

CLAXTON & KER,  
Attorneys for opposant. 1792

## Licitation

Province de Québec,  
District de Montréal. } Cour Supérieure.  
No 2729.

Dame A. Quinn, Demanderesse ;

vs

James Quinn et al, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 30 avril 1913, dans une cause où Dame Rose Ann Quinn, tant personnellement et en sa qualité d'héritière et de légataire universelle qu'en sa qualité d'exécutrice et administratrice de la succession de feu Dame Susan McVey, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de James Lonergan, du même lieu, notaire, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, aux fins des présentes, est Demanderesse, et James Quinn, des cité et district de Montréal, Edward Joseph Quinn, de la ville de Westmount, district de Montréal, tous deux tant personnellement et leur qualité d'héritiers et légataires universels qu'en leur qualité d'exécuteurs et administrateurs de la succession de feu Dame Susan McVey, et Demoiselle Jane Suzan Quinn, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Westmount, dit district, et Demoiselle Jane Quinn, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, sont Défendeurs, ordonnant la citation de divers lots situés dans le quartier de la Longue-Pointe, dans la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, sous le No du cadastre 389, subdivisions, savoir :

Lots situés à la Longue-Pointe, portant les numéros officiels ci-dessous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, cadastre 389, subdivisions

208, 209, 210, 211, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 539, 540, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 625, 626, 627, 628, 629, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 889, 890, 891, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1065, 1066, 1180, 1181, 1182, 1159, 1158, 1157, 1156, 1155, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1146, 1145, 1144, 1037, 1036, 1035, 1034, 1033, 1032, 1031, 1030, 1029, 1028, 1027, 946, 945, 944, 943, 942, 940, 855, 854, 853, 852, 851, 850, 849, 848, 847, 846, 845, 844, 843, 842, 841, 840, 839, 838, 837, 836, 835, 834, 833, 832, 830, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 438, 437, 436, 435, 434, 433, 432, 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 288, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 289, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 507, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 785, 786, 787,

## Licitation

Province of Quebec,  
District of Montreal. } Superior Court.  
No. 2729.

De A. Quinn, Plaintiff ;

vs

James Quinn, et al, Defendants.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montréal, in the district of Montréal, on the 30th April, 1913, in a cause in which Dame Rose Ann Quinn as well personally in her quality of heir and universal legatee as in her quality of executor and administrator of the estate of the late Dame Susan McVey, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to property of James Lonergan, of the same place, notary, and the latter a party hereto to authorize his said wife to ester en justice for the purposes hereof, is Plaintiff, and James Quinn, of the city and district of Montreal, Edward Joseph Quinn, of the town of Westmount, district of Montreal, both as well personally in their quality of heirs and universal legatees as in their quality of executors and administrators of the estate of the late Dame Susan McVey and Miss Jane Susan Quinn, spinster in the full exercise of her rights, of the town of Westmount, aforesaid district, and Miss Jane Quinn, of the city and district of Montreal, spinster, in the full exercise of her rights are Defendants, ordering the licitation of several lots situate in Longue-Pointe ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the official book of the parish of Longue-Pointe, under the cadastral No. 389, subdivision, to wit :

The lots situate at Longue-Pointe, bearing on the official plan and in the official book of reference of the parish of Longue-Pointe, the official numbers hereafter mentioned cadastre 389, subdivisions

208, 209, 210, 211, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 539, 540, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 625, 626, 627, 628, 629, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 889, 890, 891, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1065, 1066, 1180, 1181, 1182, 1159, 1158, 1157, 1156, 1155, 1154, 1153, 1152, 1151, 1150, 1149, 1148, 1147, 1146, 1145, 1144, 1037, 1036, 1035, 1034, 1033, 1032, 1031, 1030, 1029, 1028, 1027, 946, 945, 944, 943, 942, 940, 855, 854, 853, 852, 851, 850, 849, 848, 847, 846, 845, 844, 843, 842, 841, 840, 839, 838, 837, 836, 835, 834, 833, 832, 830, 530, 529, 528, 527, 526, 525, 524, 523, 522, 521, 520, 519, 518, 438, 437, 436, 435, 434, 433, 432, 431, 430, 429, 428, 427, 426, 425, 424, 423, 422, 322, 321, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 314, 307, 306, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 292, 291, 290, 289, 288, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 289, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 507, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796,

88, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 934, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1082, 1081, 1080, 1079, 1078, 997, 996, 995, 988, 987, 986, 909, 908, 907, 906, 905, 904, 903, 902, 901, 900, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 742, 741, 740, 739, 738, 737, 736, 735, 671, 670, 669, 668, 667, 666, 565, 664, 663, 662, 661, 660, 659, 658, 657, 656, 595, 594, 593, 592, 591, 590, 589, 588, 585, 584, 583, 582, 581, 580, 490, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 481, 380, 379, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 575, 576, 648, 647, 646, 645, 644, 643, 642, 641, 601, 599, 598, 651, 652, 653, 654, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 730, 731, 732, 733, 777, 779, 780, 781, 782, 783, 728, 727, 726, 725, 724, 723, 722, 677, 676, 675, 574, 863, 862, 861, 860, 859, 858, 857, 775, 774, 773, 772, 893, 894, 895, 896, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 958, 957, 956, 955, 954, 953, 952, 951, 915, 914, 913, 912, 983, 984, 1004, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1047, 1048, 1049, 1042, 1041, 1040, 1071, 1072, 1873, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 136, 135, 134, 133, 213, 214, 215, 216, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 250, 249, 248, 247, 366, 367, 368, 369, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 445, 444, 443, 442, 441, 440, 393, 392, 391, 474, 475, 476, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 536, 535, 534, 533, 532, 495, 494, 493, 402, 421, 371, 1129, 1131, 1132, 1133 et 1134.

Les lots situés à Longueuil, portant les numéros officiels ci-dessus aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Longueuil, savoir : Cadastre 194 (à distraire la partie vendue à la Cie Richelieu & Ontario), cadastre 199, subdivisions 24, 25, 26, 27, 28, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 84½, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103, 101, 102, 121, 122, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112 ; cadastre 198, subdivisions 47, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 9, 10, 11, 12, 13 ; cadastre 199, 128, 129, 130.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de JUIN 1913, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre No 31 ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droits de la faire.

**BISAILLON & BROSSARD,**

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 30 avril 1913.

1829

[Première publication, 3 mai 1913.]

797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1082, 1081, 1080, 1079, 1078, 997, 996, 995, 988, 987, 986, 909, 908, 907, 906, 905, 904, 903, 902, 901, 900, 769, 768, 767, 766, 765, 764, 763, 762, 761, 760, 759, 758, 757, 756, 755, 754, 753, 752, 751, 750, 749, 748, 747, 746, 745, 744, 743, 742, 741, 740, 739, 738, 737, 736, 735, 671, 670, 669, 668, 667, 666, 565, 664, 663, 662, 661, 660, 659, 658, 657, 656, 595, 594, 593, 592, 591, 590, 589, 588, 585, 584, 583, 582, 581, 580, 490, 489, 488, 487, 486, 485, 484, 483, 482, 481, 480, 479, 478, 388, 387, 386, 385, 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 375, 374, 373, 372, 246, 245, 244, 243, 242, 241, 240, 239, 238, 237, 236, 235, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228, 227, 226, 225, 224, 223, 222, 221, 220, 219, 218, 575, 576, 648, 647, 646, 645, 644, 643, 642, 641, 601, 599, 598, 651, 652, 653, 654, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 730, 731, 732, 733, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 727, 726, 725, 724, 723, 722, 677, 676, 675, 574, 863, 862, 861, 860, 859, 858, 857, 772, 893, 894, 895, 896, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 958, 957, 956, 955, 954, 953, 952, 951, 915, 914, 913, 912, 983, 984, 1004, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1047, 1048, 1049, 1042, 1041, 1040, 1071, 1072, 1073, 1109, 186, 185, 184, 183, 182, 181, 180, 136, 135, 134, 133, 213, 214, 215, 216, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 328, 327, 326, 325, 324, 323, 250, 249, 248, 247, 366, 367, 368, 369, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 445, 444, 443, 442, 441, 440, 393, 392, 391, 474, 475, 476, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 536, 535, 534, 533, 532, 495, 494, 493, 402, 421, 371, 1129, 1131, 1132, 1133 and 1134.

The lots situate at Longueuil, bearing the official numbers hereafter mentioned on the official plan and in the official book of reference of the town of Longueuil, to wit : Cadastre 194, (to be subtracted the part sold to the Richelieu & Ontario Company) cadastre 199, subdivisions 24, 25, 26, 27, 28, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 84½, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 111, 110, 109, 108, 107, 106, 105, 104, 103, 101, 102, 121, 122, 120, 119, 118, 117, 116, 115, 114, 113, 112 ; cadastre 198, subdivisions 47, 56, 55, 54, 53, 52, 51, 50, 49, 48, 43, 42, 41, 40, 39, 38, 37, 36, 35, 34, 33, 32, 31, 30, 29, 28, 27, 26, 25, 24, 23, 9, 10, 11, 12, 13 ; cadastre 199, 128, 129, 130.

The above described immovables will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the NINTH day of JUNE, 1913, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

**BISAILLON & BROSSARD,**

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 30th April, 1913.

1830

[First published, 3rd May, 1913].

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 18

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bélanger vs Laliberté.....	972
" Berthiaume vs Hébert.....	963
" Bilodeau vs Pouliot.....	961
" Boulais vs Hamel.....	963
" Caillé vs Beaudry.....	961
" Caplette vs Charland.....	960
" Champagne vs Tanguay.....	960
" Couillard vs Bourcier.....	960
" Donahue vs Redmond.....	962
" Dufour vs Vadebonceur.....	962
" Dufresne vs Deguire.....	963
" Fecteau vs Côté.....	964

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—  
Dme Arpin vs Plante, 964 ; Dme Shink vs Roy, 961.

AGRICULTURE :—Sociétés Coopératives Agricoles :—  
Beurrerie Pointe-Rouge, 972 ; Municipalité du village d'Ayer's Cliff, 973 ; Paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue de Rempt, 973.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 935.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Règlements relatifs aux ex-  
hibitions de vues animées dans la province de Québec, 973.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—Cie d'assu-  
rance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Charles de Saint-Hyacinthe, 938 ; Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, 959.

AVIS :—Municipalité du village de Loretteville, 959.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—  
Assemblée législative, 956 ; Conseil législatif, 955.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—  
S. J. Clarke Publishing Coy, 971.

### FAILLIS :—INSOLVENTS :

Brousseau.....	976
Charland.....	975
Gamelin.....	965
Giroux.....	964
Grisé (Delle).....	975
Gross.....	975

### LETTRES PATENTES :—

Donalson, Ltd.....	942
Harris & Avner, Ltd.....	943
La Cie Générale de Phonographes et Grapho- phones, Itée.....	939
La Cie Immobilière de Yamaska.....	948
La Cie St-Edouard, Ltée.....	941
L'Epargne Immobilière de Montréal, Itée....	953
Le Société d'Éclairage et d'Énergie Electrique du Saguenay.....	945
Montreal Land Ltd.....	949

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 18.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Gariépy vs Boulanger.....	961
" Gauthier vs Turmel.....	962
" Gonneville vs Lavallée.....	962
" Jalette vs Barrette.....	962
" Laberge vs Lafontaine.....	960
" Lafond vs Darche.....	960
" Lecours vs Courtois.....	960
" Perreault vs DesRosiers.....	963
" Poulin vs Denis.....	963
" Quinn vs Quinn.....	974
" Thibodeau vs Duff.....	961

ACTION FORS SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—  
Dme Arpin vs Plante, 964 ; Dme Shink vs Roy, 961.

AGRTCULTURAL :—Cooperative Agricultural Asso-  
ciations :—Beurrerie Pointe-Rouge, 972 ; Mu-  
nicipality of the village of Ayer's Cliff, 973 ; Par-  
ish of Saint-Antoine-de-Padoue de Kempt, 973.

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices,  
etc, 935.

ORDER IN COUNCIL :— Regulations respecting ex-  
hibitions of moving pictures in the province of  
Quebec, 973.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—Fire insu-  
rance company of the parish of Saint Charles  
de Saint Hyacinthe, 938 ; Fire insurance com-  
pany of of the parish of Saint Raphaël, county  
of Bellechasse, 959.

NOTICE :—Municipality of the village of Lorette-  
ville, 959.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—  
Legislative Assembly, 956 ; Legislative Coun-  
cil, 955.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—S. J. Clar-  
ke Publishing Coy, 971.

### FAILLIS —INSOLVENTS

Godon.....	975
Lamy.....	964
Larose.....	976
Thauvette.....	976
The Dominion Quarry Coy, Ltd.....	965
Yatkovsky.....	964

### LETTERS PATENT :—

Montreal Moulding Mfg Coy, Ltd.....	943
Parc St-Louis, Lté.....	951
Russian Oriental Trading Coy.....	952
Sault-au-Récollet Land & Power Coy, incorp.	940
Sherbrooke Flexible Steel Ladder Company, Ltd.....	949
Signs of Canada, Ltd.....	944
The Home Provident Association, Ltd.....	946
The Lion Press, Ltd.....	952
Wickham Furniture Coy, Ltd.....	954

**MUNICIPALITÉS SCOLAIRES** :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.—Canton Fournier—Municipalité du Lac-Noir, 971 ; Notre-Dame de Fourvière, 972 ; Montée Gagnon.—Cap Saint-Martin, 938 ; Paroisse de Saint-Joseph.—Municipalité de l'Enfant-Jésus, 937 ; Paroisse de N.-D. de Saint-Hyacinthe.—Municipalité de la paroisse de Saint-Hyacinthe, 972 ; Saint-Adolphe de Dudswell, 938 ; Saint-Edouard de Knowlton, 954 ; Saint-Henri de Brôme, 971 ; Village de Giffard, 972.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Nom changé :—Bas du Bord de l'Eau.—Laval des Rapides, 938.

**NOMINATIONS** :—

Juges de paix :—District d'Ottawa, 935 ; Québec, 935 ; Montréal, 935 ; Saint-François, 936.

**ORDRES DE COUR** :—Montreal Star Publishing Co vs Dominion Automatic Train Control Co, 975 ; Tellier vs Villeneuve, 963.

**PROCLAMATIONS** :—Convocation des Chambres, 936 ; Jour des Arbres, 936.

**VENTE PAR ENCAN**—Canadian Express Coy, 911 ; Canadian Northern Railway, 959 ; Dominion Express Co., 964 ; The Canadian American and National Express Company, 964.

**VENTE PAR LICITATION** :—Quinn vs Quinn et al, 977.

**VENTES PAR LES SHERIFFS**

**BEAUHARNOIS** :—Masson vs Joron, 966.

**CHICOUTIMI** :—Labrie ès-qual vs Perron, 966.

**IBERVILLE** :—La Société d'Administration Générale vs The Saint Johns Land Bldg Coy, Ltd, 967 ; La ville de Saint-Jean vs Dme Bouchard, 967.

**MONTMAGNY** :—Bouffard vs Boutin, 968 ; Caron vs The Quebec Contracting Co, 968.

**MONTREAL** :—Deguise et al ès-qual vs Longpré et al, 969.

**OTTAWA** :—Laurin vs Deguire dit Larose, 969.

**QUÉBEC** :—La Banque Nationale vs Verge, 970 ; Shehyn vs Delles Boucher, 968.

**SAINT-FRANÇOIS** :—Sylvestre vs Parks, 970.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Lehouillier vs Boulanger, 971.

**SCHOOL MUNICIPALITIES** :—Application to annex or to erect.—Township Fournier—Municipality of Lac Noir, 971 ; Notre Dame de Fourvière, 972 ; Montée Gagnon.—Cap Saint Martin, 938 ; Parish of Saint Joseph.—Municipality of L'Enfant Jésus, 937 ; Parish of N.-D. de Saint Hyacinthe.—Municipality of the parish of Saint Hyacinthe, 972 ; Saint Adolphe de Dudswell, 938 ; Saint Edouard de Knowlton, 954 ; Saint Henri de Brôme, 971 ; Village de Giffard, 972.

**SCHOOL MUNICIPALITY** :—Name changed :—Bas du Bord de l'Eau.—Laval des Rapides, 938.

**APPOINTMENTS** :—

Justices of the peace :—District of Ottawa, 935 ; Quebec, 935 ; Montreal, 935 ; Saint Francis, 936.

**ORDERS OF COURT** :—Montreal Star Publishing Co vs Dominion Automatic Train Control Co, 976 ; Tellier vs Villeneuve, 965.

**PROCLAMATIONS** :—Parliament convoked, 936 ; Arbor Day, 836.

**AUCTION SALE**—Canadian Express Coy, 911 ; Canadian Northern Railway, 959 ; Dominion Express Co., 964 ; The Canadian American and National Express Company, 964.

**SALE BY LICITATION** :—Quinn vs Quian et al, 977.

**SHERIFFS' SALES** :

**BEAUHARNOIS** :—Masson vs Joron, 966.

**CHICOUTIMI** :—Labrie ès-qual vs Perron, 966.

**IBERVILLE** :—La Société d'Administration Générale vs The Saint Johns Land Bldg Coy, Ltd, 967 ; The town of Saint Johns vs Dme Bouchard, 967.

**MONTMAGNY** :—Bouffard vs Boutin, 968 ; Caron vs The Quebec Contracting Co, 968.

**MONTREAL** :—Deguise et al ès qual vs Longpré et al, 969.

**OTTAWA** :—Laurin vs Deguire dit Larose, 969.

**QUEBEC** :—La Banque Nationale vs Verge, 970 ; Shehyn vs Delles Boucher, 969.

**SAINT-FRANCIS** :—Sylvestre vs Parks, 970.

**THREE RIVERS** :—Lehouillier vs Boulanger, 971.